

SF

✓  
P. D68651

**JORNAL** No 14  
**PORTUGUÊS** Sept. 75

B.P. No 52 - 75661 Paris Cédex 14  
CCP 3045824 La Source

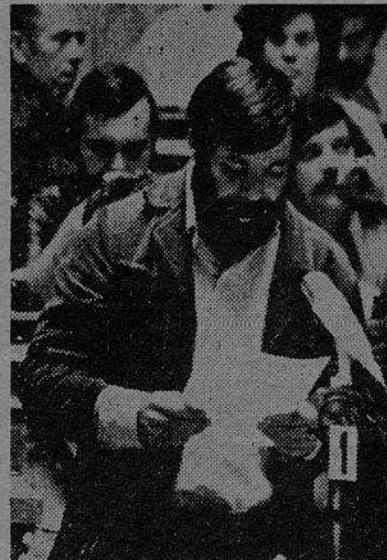


# LA VOIX DES REVOLUTIONNAIRES DANS LA CONSTITUANTE

Je suis entré dans cette Assemblée avec un seul objectif : défendre à tout prix les intérêts du peuple portugais.

C'est pourquoi je salue chaleureusement la manifestation convoquée par l'Assemblée Populaire de Marvila et j'appelle les masses travailleuses à y participer et à commencer de manière déterminée l'attaque contre cette Assemblée. Pour ma part, ici même, dans la propre maison de l'ennemi, je poursuivrai la lutte contre cette Assemblée réactionnaire. C'est ainsi, en avançant du dehors et de l'intérieur de l'Assemblée, en ne permettant pas qu'elle soit utilisée pour diviser les masses, que nous renforcerons le camp des assemblées populaires ; j'abandonnerai alors cet hémicycle : la force des masses sera suffisante pour qu'il soit réduit à n'être plus qu'une pièce du musée de l'histoire.

Je ne sortirai d'ici que d'une des deux manières suivantes : ou bien parce que cela contribuera à l'avancée de la lutte du peuple, ou bien par la force (15 Juillet 1975).



**UDP**  
projeto de  
constituição  
união democrática popular

P. P. 2445

# SOMMAIRE

	page
Traduction des principaux articles de VOZ DO POVO - Juin-Août 75 .....	5
1. LA SITUATION POLITIQUE ACTUELLE	
- Meeting de l'UDP du 25/7/75: Intervention du camarade Guinot sur l'analyse pol. de la situation actuelle ...	6
- Un gouvernement et un programme: 2 fausses solutions..	14
- La crise politique actuelle .....	16
- Le 20 Août: la volonté du peuple de descendre dans la rue .....	17
- Aux Açores les fascistes utilisent le masque de l'indépendance .....	19
2. LES ASSEMBLEES POPULAIRES	
- En avant pour des Assemblées Populaires larges et démocratiques .....	20
3. LE DROIT A L'HABITATION	
- Le peuple en lutte pour une habitation digne .....	22
4. LA LUTTE SYNDICALE	
- Le syndicat de la marine marchande: un syndicat au service de la classe .....	24
5. JUSTICE POPULAIRE	
- Un tribunal populaire a libéré José Diogo .....	27
6. LA REFORME AGRAIRE	
- "Ou nous y allons, ou c'est eux qui nous mènent" .....	28
7. POUR UN LARGE FRONT REVOLUTIONNAIRE	
- Les petits commerçants ne sont pas des ennemis .....	33
8. ACTION CULTURELLE	
- Littérature et art au service de la révolution .....	34
9. LA LUTTE POUR L'INDEPENDANCE NATIONALE	
- Qu'est-ce que l'indépendance nationale ? .....	35
- A l'ordre du jour, la lutte pour l'ind. nat. ....	37

.../...

SOMMAIRE

10. LES RAPATRIÉS

- Les rapatriés doivent choisir: ou avec le peuple ou contre le peuple ..... 39

11. CONTRE LE COLONIALISME

- Vive le Mozambique libre et indépendant ..... 40
- Angola: non à l'engagement portugais dans la guerre.. 42

12. L'UDP A L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

- La Constitution du faux parti communiste et de son adepte le MDP/CDE ..... 44
- La Constitution des faux socialistes du PS ..... 46
- L'Assemblée Constituante, refuge des fascistes ..... 47
- Hors de la Constituante le fasciste Galvao de Melo!.. 49
- Motion adressée au Président de l'A.C. .... 50

PROJET DE CONSTITUTION DE L'UDP ..... 52

0000000



APPEL AUX LECTEURS

SOUTENONS LA LUTTE DU PEUPLE PORTUGAIS

JORNAL PORTUGUES appelle les travailleurs français et tous les démocrates en général à soutenir la lutte du peuple portugais!

A nos lecteurs, en particulier, nous demandons de diffuser au maximum notre presse, de nous aider à développer une large campagne d'abonnements, de nous fournir des points de vente en province et d'organiser le soutien financier.

- RENFORCONS NOTRE SOLIDARITE MILITANTE DANS LA LUTTE COMMUNE CONTRE L'IMPERIALISME ET LE SOCIAL-IMPERIALISME!
- SOUTENONS LA LUTTE DU PEUPLE PORTUGAIS!
- LISEZ, DIVULGUEZ ET ABONNEZ-VOUS A LA PRESSE REVOLUTIONNAIRE PORTUGAISE!

o o o o o o

LISTE DES LIBRAIRIES QUI DIFFUSENT NOS PUBLICATIONS:

PARIS	Librairie Norman Béthume 76, Bld St. Michel
	Librairie Portugaise 24, Rue Gay-Lussac
	Librairie Joie de Lire 19, Rue Saint Severin
	Librairie Tschann 84, Bld Montparnasse
	Librairie Jonas 14-16, R de la Maison Blanche
	Librairie Liaisons Directes 4, R d'Aligre
	Lib-Cinema 14 Juillet 4, Bld Beaumarchais
	Librairie La Pensée Sauvage 7, R de l'Odeon
	CILA 88, Rue Rébéval
MULHOUSE	Librairie F. Maspero 1, Bld Prest. Roosevelt
NANCY	Lib. Le Temps des Cerises 16, R Gustave-Simon
LYON	Librairie Populaire 226, Rue Duguesclin
TOULOUSE	Librairie Demain 30, Rue Gatiens-Arnoult
LILLE	Librairie E. Poitier 36, Rue de la Clef
NICE	Lib. Le Temps des Cerises 50, Bld de la Madeleine
ORLEANS	Lib. LES Temps Modernes 57, R de la Recouvrance
RENNES	Lib. Le Monde en Marche 37, Rue Vasselot
BELGIQUE	Cercle d'Education Proletarienne 41 av. Jean Volders 1060 Bruxelles
ALLEMAGNE	Lib. am Opernplam 6 Frankfurt/M. Opernplatz 10
CANADA	Lib. Progressiste 1867 Amherst - Montreal 132
SUISSE	Lib. Pinkus CH - Zurich 1 Froschaugasse Lib. Que Faire Case Postale 700 1211 Geneve 1

Abonnement à JORNAL PORTUGUES. Annuel (normal): 20Fr; soutien: 40Fr.

Adressez votre correspondance et soutien financier. à:  
JORNAL PORTUGUES - BP 52 - 75661 Paris Cedex 14  
CCP 3045824 La Source





## GAC "VOZES NA LUTA"

LE GAC (Groupe d'Action Culturel) "VOZES NA LUTA" regroupe des militants du front culturel qui à travers la chanson divulguent et soutiennent les aspirations, les expériences et les luttes des masses populaires contre l'exploitation et l'oppression.

4 disques et une cassette sont déjà parus:

- VL 1001: premier disque avec les chansons ALERTA consacré aux objectifs de la Révolution Démocratique et Populaire: Pain, Paix, Terre, Liberté, Indépendance Nationale et EM VERMELHO, EM MULTIDAO (En rouge, en force).
- VL 1002: AUX SOLDATS ET MARINS - RONDE DU PETIT SOLDAT
- VL 1003: LA CHANSON EST UNE ARME - VIVE LA GUINEE-BISSAU
- VL 1004: LA LUTTE DU "JORNAL DO COMERCIO" - LA LUTTE DES QUARTIERS MUNICIPAUX
- CVL 101: une cassette comportant les chansons de ces 4 disques

Doivent paraître prochainement:

- VL 1005: "l'Internationale"; "l'Hymne de la Reconstruction du Parti"
- VL 1006: "Jusqu'à la victoire finale"; "l'Armée du Peuple"
- VL 1007: "Le pouvoir aux ouvriers et paysans"; "Le peuple en armes"
- VL 1008: "Zé Diogo"; "Soldats à côté du peuple"
- VL 1009: "Classe contre classe"; "Dans le système capitaliste"

0000000

Prix chaque disque: 9Fr ; cassette: 20Fr (frais d'envoi compris)

Demandés directement au Portugal:

GAC-VOZES NA LUTA - Apartado 1298 - LISBOA 1

ou en France:

JORNAL PORTUGUES - B.P. 52 - 75661 PARIS CEDEX 14

C.C.P. 3045824 La Source.

LANCEMO-NOS à GRANDE TAREFA  
DE UNIR O POVO, MAS TODO,  
NA LUTA POR UM VERDADEIRO  
REGIME DEMOCRÁTICO, LIVRE,  
PRÓSPERO E INDEPENDENTE!

Da linha política da UDP.

# VOZ do POVO

SOMENÁRIO

PREÇO:

CONT. 2\$58

ILHAS 3\$00

FRANCA 1 Fr

ANO 2 **58**

9 SET 1975

Composição e impressão: GRUA ARTES GRÁFICAS Lda - Tv. das Almas, 2A Lisboa - Redacção: Tv. S. CAETANO, 5 - 1º - Lisboa.  
Tel. 892162 - Administração: CAMPO DOS MÁRTIRES DA PÁTRIA, 19. - 1º Lisboa - Director e proprietário: JOÃO PULIDO VALENTE

## traduction des principaux articles juin - septembre 75

- 1 LA SITUATION POLITIQUE ACTUELLE
- 2 LES ASSEMBLEES POPULAIRES
- 3 LE DROIT À L'HABITATION
- 4 LA LUTTE SYNDICALE
- 5 JUSTICE POPULAIRE
- 6 LA REFORME AGRAIRE
- 7 POUR UN LARGE FRONT REVOLUTIONNAIRE
- 8 ACTION CULTURELLE
- 9 LA LUTTE POUR L'INDEPENDANCE NATIONALE
- 10 LES RAPATRIÉS
- 11 CONTRE LE COLONIALISME
- 12 L'UDP À L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE
- 13 LE PROJET DE CONSTITUTION DE L'UDP

# 1. LA SITUATION POLITIQUE ACTUELLE

MEETING DE L'UDP DU 25/7/75 :

INTERVENTION DU CAMARADE GUINOT SUR L'ANALYSE POLITIQUE DE LA SITUATION ACTUELLE.

Camarades,

Quinze mois déjà sont passés sur la chute du fascisme, mais c'est seulement maintenant que commencent à se préparer les combats décisifs pour savoir si nous allons vers le fascisme ou si nous allons vers la liberté. Tout le monde sent que nous sommes arrivés à une crise, à un tournant.

Pendant ces derniers mois les nouveautés n'ont pas manqué : nous avons eu l'Assemblée Constituante, les nationalisations, la soi-disante "voie socialiste", maintenant même le "pouvoir populaire". On pourrait penser que tout va pour le mieux, mais c'est le contraire qui se passe. La situation s'aggrave tous les jours, aux yeux de tous, au milieu de la confusion générale. Le fascisme que beaucoup disaient mort se réorganise et relève la tête. Les réactionnaires conspirent partout, dans l'armée, dans les administrations, dans la rue. Ce bandit de Spinoza se vante de venir réoccuper sa place d'ici un mois. Voyez la situation économique : il y a eu de grandes nationalisations, mais ce qui est sûr, c'est que le chômage s'étend et la hausse des prix continue. Tout le monde dit que l'économie ne va pas durer longtemps comme ça.

Comment expliquer cela ? Comment comprendre que la situation s'aggrave au lieu de se consolider ? Les fascistes n'ont-ils pas été battus en septembre et en mars ? N'en avons-nous pas fini avec les requins ? Les guerres coloniales assassines ne sont-elles pas terminées et n'avons-nous pas reconnu l'indépendance des colonies ? tout cela est vrai mais même ainsi notre liberté est de moins en moins assurée, le peuple commence à douter et à se diviser et les réactionnaires sont pleins d'espérances. Camarades, il faut savoir ce qui va mal pour réduire la crise rapidement.

L'UDP dit que si tout est en cause, c'est que la classe ouvrière et le peuple n'ont pas encore fait entendre suffisamment fort leur voix, leur volonté, leur organisation. Voilà ce qu'il faut, voilà ce qui est urgent. Ou nous avançons dans ce sens, ou nous perdons tout ce que nous avons gagné.

Pendant un an c'est le MFA qui a eu la direction des événements et le peuple a espéré du MFA l'instauration d'une démocratie solide, authentique. Mais le MFA n'est pas à la hauteur. Ces derniers mois, principalement, il s'est mis à promettre de plus en plus et à réaliser de moins en moins. Dernièrement, il a tout arrêté et il ne fait même plus un pas en avant. Il perd des semaines en réunions et débats, mais il n'est pas capable de prendre les mesures audacieuses que la situation exige. Il se divise, il se paralyse, il perd confiance en lui-même et commence à perdre la confiance du peuple.

Le MFA parle sans arrêt de révolution, mais une révolution ne se fait pas en douceur. Quand on entre dans une période révolutionnaire,

On entre dans une phase de lutte aigue. Si nous n'osons pas vaincre et écraser complètement l'ennemi, c'est l'ennemi qui nous écrase. Il en a toujours été ainsi.

Pourquoi ne punit-on pas les fascistes du 11 Mars? Pourquoi au lieu de punir sévèrement les Pides, on les laisse s'échapper? Pourquoi a-t-on peur de déclarer l'expropriation sans indemnisation du grand capital et des latifundiaires? Pourquoi, au lieu de mettre les impérialistes à la porte, on quémande des investissements comme s'il s'agissait d'une aumône? Pourquoi ne fait-on pas une véritable réforme agraire capable de libérer les paysans de la misère et de les gagner à la révolution? Pourquoi ne réorganise-t-on pas l'économie nationale sur une base indépendante?

C'est cela, camarades, l'origine de la crise politique et de la crise économique. Le MFA parle beaucoup mais reste toujours à mi-chemin, concilie, repousse les décisions, essaie d'être bien avec Dieu et avec le Diable. Il y a de plus en plus de travailleurs qui comprennent que cela mène au désastre. Il faut dire, moins d'humanitarisme pour les Pides et plus d'humanitarisme pour le peuple qui travaille! Moins de phrases "révolutionnaires" et plus de réalisations! Moins de paternalisme et plus de démocratie réelle! Voilà ce qu'il nous faut, voilà ce que le MFA n'est pas capable de faire. C'est nous qui le disons, devant tout le monde!

Des grands partis dits démocratiques, mieux vaut ne pas en parler. Pendant les deux derniers mois, depuis qu'ils se sont retrouvés à l'Assemblée, ils ont donné un spectacle honteux qui indigne des masses de plus en plus larges du peuple, qui étaient encore trompées il y a encore peu de temps. Le P"S" est devenu le champion de l'anti-communisme, et a réussi à attirer dans ses rangs toutes sortes de fascistes et de réactionnaires. Le P"C" avec son chapeau communiste qui part en lambeaux, fait des coups et des manoeuvres dans l'ombre et fait des barrages contre le P"S". Ces deux-là, en train de lutter pour dominer le gouvernement, sont comme des singes autour d'une banane. L'intérêt populaire, ils s'en moquent. Les uns sont poussés par les américains, les autres sont poussés par les russes, ils sont prêts à détruire le Portugal. Mais seulement si nous les laissons faire, camarades!

Dans une telle situation où le MFA et les grands partis se divisent et se discréditent aux yeux des masses, comment s'étonner que le fascisme relève la tête et gagne du terrain? Comment s'étonner de l'indécision, de la confusion et du fatalisme dans les larges masses? Comment s'étonner que certains secteurs de la petite bourgeoisie qui étaient enthousiasmés par les nouveautés de la "jeune révolution portugaise" quand tout allait bien, commencent maintenant à s'affoler, à relâcher leur détermination anti-fasciste et à céder mollement devant la réaction? Comment s'étonner que l'ambassadeur américain, l'ambassadeur russe, l'ambassadeur brésilien et tant d'autres conspirent ouvertement comme s'ils étaient dans une néocolonie?

Camarades, les dangers qui nous entourent sont grands, il nous faut en prendre conscience, mais il y a une issue, et cette issue c'est le peuple qui doit l'ouvrir, le peuple avec la classe ouvrière à sa tête. La révolution a à peine commencé et le moment est venu pour les masses de décider si elles vont la mener à bien ou la laisser perdre. Toutes les révolutions au monde se sont faites par l'initiative audacieuse des masses, elles ne sont jamais données par des protecteurs ou des sauveurs du peuple. Ou nous faisons et levons à son terme la révolution anti-fasciste et anti-impérialiste, ou les fascistes et les impérialistes finissent par l'emporter et par nous écraser et nous opprimer.

L'UDP vous dit : nous avons besoin d'idées claires, nous avons besoin d'audace et de décision, nous avons besoin d'unir tous ceux qui peuvent être unis et d'avoir confiance dans nos propres forces. Si nous réussissons, la victoire sera à nous. Et elle le sera, camarades!

En premier lieu il faut savoir, quelle est notre révolution en ce moment.

Camarades, après la tentative de coup d'Etat du 11 Mars on n'a plus parlé d'autre chose que de "socialisme", "voies socialisantes" et "révolutions socialistes". Il y a tant de partis qui offrent le "socialisme" au peuple qu'il commence fort justement à se méfier!

Ce n'est pas seulement le MFA, les frères ennemis Cunhal et Soares. Même le PPD est entré dans la voie socialiste, et le CDS lui-même est pour le "socialisme". Le Socialisme ne s'offre pas, le socialisme ne se construit pas avec des partis bourgeois au pouvoir, ni avec des latifundiaires qui contrôlent les terres, ni avec la patte de l'impérialisme américain sur notre sol.

Camarades, ce que nous disons, c'est que ce n'est pas la révolution socialiste qui est en marche. Ce que notre peuple exige, ce qui est en marche, ce qu'il faut faire avancer, c'est la révolution Démocratique Populaire.

Le peuple exige une véritable démocratie révolutionnaire, anti-fasciste et anti-impérialiste. Une démocratie solide qui fasse du Portugal un pays libre, prospère et indépendant.

Une démocratie capable de couper la tête au fascisme, mais pour de bon! Capable de garantir la liberté et le bien être du peuple, mais pour de bon! Capable de garantir l'indépendance nationale en expulsant de notre patrie toute la canaille impérialiste qu'elle soit américaine ou russe!

Seulement à partir de ce moment-là nous pourrons avancer vers le socialisme, par la libre volonté de tout notre peuple sous la direction de la classe ouvrière. Lever en ce moment le drapeau de la révolution socialiste c'est un crime propre à ceux qui essaient de tromper la classe ouvrière, en la désarmant face à la bourgeoisie capitaliste, en l'isolant de ses principaux alliés, les paysans.

D'un côté on essaie de tromper la classe ouvrière, de l'endormir avec des histoires fantastiques, de la convaincre de serrer encore plus la ceinture et de fermer les yeux sur la misère avec l'argument que "nous sommes en train de construire le socialisme". D'un autre côté, on repousse de larges secteurs du peuple paysan, des classes moyennes, des petits commerçants et industriels et au lieu de les attirer à la tâche de la Révolution Démocratique qui les intéresse aussi, on finit par les lancer dans les bras des fascistes.

C'est cela, camarades, que nous voyons se passer dans les villes et les villages du Nord et du centre du pays. Là, les riches et les curés réactionnaires effraient le peuple en lui faisant croire que le socialisme et le communisme sont des régimes de terreur et d'oppression.

Voilà à quoi servent les beaux discours "socialistes" de Vasco, de Soares, de Cunhal: au lieu d'unir l'écrasante majorité du peuple pour les tâches démocratiques actuelles: écraser le fascisme, en finir avec la grande bourgeoisie, expulser les impérialistes - au lieu de cela, on réussit à diviser le peuple et à offrir une large base d'appui aux fascistes qui font une grande offensive.

Dans le Minho, les paysans pauvres sont armés sous les ordres des fascistes, disposés à lutter contre le gouvernement de Lisbonne qui

selon eux est un "gouvernement de communistes qui veulent nous voler nos terres". Voilà ce qu'ont fait nos politiciens avec leur démagogie, camarades!

C'est pour ces raisons que l'UDP n'entre pas dans la compétition des proclamations "socialistes" et continue de dire: instaurons une véritable démocratie, une Démocratie Populaire. Le socialisme viendra plus tard!

Il est possible que les démagogues professionnels de Cunhal nous appellent modérés ou retardés puisque nous parlons de démocratie et non de socialisme. Il est possible que Soares nous trouve timides. Il est même possible que le CDS nous accuse d'être droitiers, qui sait? Mais ça ne fait rien!

C'est que nous, quand nous parlons de révolution anti-fasciste et anti-impérialiste, nous sommes mille fois plus révolutionnaires que toutes ces canailles qui parlent de "révolution socialiste". C'est que nous, quand nous parlons de Révolution Démocratique, c'est pour faire une vraie révolution, et que eux quand ils parlent de "révolution socialiste", ils mettent juste un bonbon dans la bouche des ouvriers pour qu'ils se taisent.

Camarades,

Le Portugal a besoin en ce moment par dessus tout d'une véritable révolution démocratique qui en finisse avec le fascisme et expulse l'impérialisme. Lançons-nous dans la grande oeuvre d'unir tout le peuple, mais tout entier, dans la lutte pour un véritable régime démocratique, libre, prospère et indépendant.

Mais de nombreux camarades nous demandent: comment allons-nous garantir la démocratie et couper la tête aux fascistes et expulser l'impérialisme de notre pays si ni le MFA ni les partis bourgeois ne sont capables de le faire? Camarades, ce qu'il faut pour vaincre la crise qui nous menace c'est imposer la volonté du peuple d'une façon organisée. Il est clair que les problèmes actuels du Portugal ne se résolvent pas avec des Constituantes où l'on trouve Galvao de Melo, ni avec des parlements bourgeois, ni avec des accords entre partis, ni avec des conseils des Ministres à huis clos. Ils se résolvent avec des Assemblées Populaires, avec des Commissions élues par des travailleurs et par tout le peuple et dotées de pouvoir pour décider de toutes ces questions. Voilà de quoi nous avons besoin. C'est seulement grâce à elles que le peuple peut faire sentir tout le poids de sa volonté et de sa force. Si de telles assemblées n'existent pas, ça ne fait rien, créons-les nous-mêmes sur notre initiative.

Mais attention, camarades, pas de confusions. Ces assemblées et commissions dont nous parlons, ce ne sont pas celles dont parle le Conseil de la Révolution, ce ne sont pas des assemblées formées dans le dos des travailleurs et utilisées comme simples courroies de transmission des directives du Conseil de la Révolution, ce ne sont pas de nouvelles municipalités. Il faut ce soit de véritables organes démocratiques, élus démocratiquement en assemblées de masses dans les usines, les casernes, les villages et les quartiers. Il faut que ce soit des organes indépendants, dotés d'autorité et qui expriment librement la volonté du peuple. Leurs membres peuvent avoir les opinions politiques qu'ils veulent et appartenir au parti qui leur plaît, mais peuvent aussi être destitués par les masses qui les ont élus chaque fois qu'ils ne rempliront pas leur mandat. Seulement de cette manière les Assemblées Populaires pourront être des fondations de la Démocratie et non des pièges pour endormir le peuple.

Camarades, en ce moment fonctionnent déjà dans de nombreuses entre-

prises et localités des Commissions de Travailleurs, d'Habitants et des Assemblées Populaires. Notre tâche est de donner vie et représentativité démocratique à celles qui existent déjà et en former d'autres partout où elles n'existent pas. Notre réponse à la montée fasciste c'est de promouvoir audacieusement des Assemblées de Masses dans les lieux de travail et d'habitation pour débattre de la situation. Cette grande campagne nous permettra d'inverser le cours des événements, arrêter la réaction et passer à la contre-attaque. L'UDP appelle ses adhérents et sympathisants, tous les travailleurs, le peuple en général à se lancer sans perdre de temps dans cette campagne, à combattre partout le sectarisme des partis qui prétendent se servir des commissions, qui veulent utiliser les Assemblées Populaires, s'en rendre maîtres, vicier leur caractère. Les commissions de travailleurs et assemblées populaires, ou elles sont authentiquement démocratiques et sans parti, ou alors elles peuvent devenir un outil de la réaction.

Mais cela ne suffit pas. Pour faire face aux menaces qui s'accumulent sur nos têtes, il faut compléter les Assemblées Populaires par leurs organes d'auto-défense, leurs milices populaires. Les fascistes sont armés et de plus en plus. Les impérialistes américains ne lésinent pas sur l'argent comme déjà au Chili. Nous savons que les casernes sont pleines d'armes, mais qui nous garantit que les armes seront utilisées du côté du peuple? Le 11 Mars a été un avant-goût de ce qui peut arriver demain si les organes démocratiques du peuple ne disposent pas de leurs propres moyens d'autodéfense et de contre-attaque. Par conséquent l'organisation de milices populaires est une tâche de la plus haute importance, qui doit être discutée dans les assemblées de masse et appliquée audacieusement. Plus encore: il faut créer des Tribunaux Populaires comme celui qui, à Tomar, a libéré José Diogo.

Aujourd'hui le Conseil de la Révolution a pondu une loi qui dit que les Pides peuvent être punis de peines de 4 à 12 ans. Pour les Pides c'est une plaisanterie, puisque du temps du fascisme il y avait des peines de 20 ans et plus.

Camarades, ces derniers temps, nous avons assisté à d'importantes actions populaires anti-fascistes dont la grandiose manifestation de travailleurs du 4 juillet contre la fuite des Pides, le soutien populaire à la lutte des travailleurs de Radio Renaissance et de Republica, ainsi que d'autres manifestations. Ces actions vont être nécessaires et il faut être prêts à sortir dans la rue dès que besoin. Mais n'oublions pas que l'essentiel maintenant c'est de donner une structure organisée à la force populaire. Sans organisation, nous ne pouvons rien faire. Souvenons-nous du Chili où quelques jours avant le coup d'Etat fasciste, il y avait eu une manifestation d'un million de personnes pour soutenir la démocratie. Et néanmoins toute cette opposition populaire a été balayée et étouffée en quelques jours. Pourquoi camarades? Parce qu'il lui manquait une organisation solide. Le centre de notre travail maintenant c'est l'organisation d'un réseau de commissions et d'assemblées, dotées de leurs milices. C'est cette muraille qui réduira à néant l'assaut de la réaction s'il est déclenché.

Camarades, il n'y a pas de pouvoir démocratique si le peuple n'est pas uni. L'arme du fascisme ce n'est pas seulement briser la décision des masses, c'est aussi soulever une partie du peuple contre une autre. Et il faut reconnaître que le fascisme a eu des succès dans ce domaine. Pendant la dernière semaine, nous avons vu des paysans pauvres obéir aux ordres des riches pour attaquer des travailleurs, nous avons échappé au danger de voir des soldats lutter contre d'autres soldats. Si nous ne faisons pas un grand travail d'unification populaire, rapidement, avec la plus grande énergie, nous allons permettre que le

fascisme utilise une partie du peuple pour réprimer une autre partie. Ceci n'est pas possible, camarades! Nous ne pouvons consentir que le fascisme triomphe en trompant et en manoeuvrant des millions de personnes dont les intérêts sont les mêmes que ceux de tout le peuple et sont contraires au fascisme et à l'impérialisme. Principalement la classe ouvrière ne peut pas rester divisée, camarades! Au cours des dernières semaines de nombreux noyaux ouvriers du PS et du PC se sont rendus compte de la politique réactionnaire de leurs chefs Soares et Cunhal, traficants du peuple portugais au service de l'impérialisme et du social impérialisme et ont abandonné ces partis pour rejoindre l'UDP et d'autres organisations populaires.

Nous saluons chaleureusement cette preuve de conscience prolétarienne. Nous appelons tous les camarades à intensifier leur action, dans un large esprit d'unité populaire, de façon à faire prendre conscience aux larges masses de la misérable manoeuvre où on les entraîne. La classe ouvrière unie est la barrière contre laquelle viendront se fracasser tous les plans de la bourgeoisie réactionnaire et des impérialistes.

Il faut quelque chose de plus, camarades. Il faut et de toute urgence que les paysans arrêtent d'être manoeuvrés par la réaction comme cela est arrivé et qu'ils soient unis en un bloc avec le peuple travailleur des villes. Comment est-il possible que nos camarades paysans, frères de la classe ouvrière, exploités et opprimés comme nous soient utilisés comme soutien par les fascistes du CDS et PPD? Les revendications et protestations des paysans pauvres et moyens sont justes, leurs intérêts ne sont pas réactionnaires, ils sont révolutionnaires. La masse paysanne appartient au camp de la démocratie et de la révolution, elle nous appartient à nous, elle n'appartient pas au fascisme, camarades! S'il a été possible qu'elle soit manoeuvrée par la réaction c'est parce que le gouvernement a été complètement incapable de les satisfaire. Ce travail ne va pas être fait par le gouvernement actuel, il doit être fait par nous, par les travailleurs des villes. Il faut que nous relançons avec énergie la lutte pour une réforme agraire qui satisfasse complètement les aspirations non seulement des salariés de l'Alentejo et Ribatejo, mais aussi les petits et moyens paysans du Centre et du Nord du pays. Il faut que nous utilisions toutes les possibilités pour établir des contacts dans les villages et par un travail patient d'explication, arracher les paysans à l'influence des propriétaires fascistes et les gagner à nous. Les paysans unis à la classe ouvrière et à tous les travailleurs des villes sont la garantie du triomphe de la démocratie, de l'écrasement total du fascisme et de l'impérialisme dans notre pays.

Il faut unir encore plus de gens, camarades. Il faut unir les fonctionnaires et les intellectuels, les petits commerçants, les petits propriétaires et petits industriels dont les intérêts ne sont pas pour le moment contre-révolutionnaires et ne doivent pas être laissés dans les mains de l'ennemi.

Quand nous parlons d'un front populaire contre le fascisme et l'impérialisme c'est bien d'un front de tout le peuple que nous voulons parler. Il faut y penser et corriger rapidement les actions erronées. Tous ceux qui font leurs délices de voir des phrases très révolutionnaires, qui sont seulement préoccupés qu'on leur dise après qu'ils ont été révolutionnaires jusqu'au bout, tous les aventuriers incurables qui essaient toujours de séparer l'avant-garde des larges masses, tous ceux-là doivent savoir que l'UDP va lutter de toutes ses forces pour l'unité combattante de tout le peuple contre le fascisme et l'impérialisme.

Le camp populaire a besoin d'avoir des soldats avec lui. C'est un grand front de lutte. Il faut élargir et approfondir le grand mouvement démocratique et patriotique qui touche actuellement dans tant d'unités nos camarades soldats, marins et aviateurs. Leur lutte pour faire des assemblées de délégués d'unités de véritables organes démocratiques est un des fronts les plus avancés de la lutte anti-fasciste en cours. Pendant ces derniers mois les soldats ont déjà montré en de nombreuses occasions qu'ils ne sont pas disposés à utiliser leurs armes contre le peuple ou contre leurs camarades. C'est eux qui avec leur haute conscience politique ont arrêté le bras des Spinola et des Galvao de Melo qui sont encore installés dans les forces armées. Les fascistes ont peur d'être fusillés par les soldats. La classe ouvrière et le peuple saluent avec orgueil leurs frères soldats et vont s'unir encore plus à eux.

Et le MFA? Et les officiers? Camarades, ces dernières semaines ont montré que dans le MFA aussi est présent un secteur important qui est disposé à consolider la démocratie et à se battre contre le fascisme. Il est vrai que de nombreux officiers qui ont avancé pendant un certain temps, ont maintenant pris peur du mouvement populaire et abandonnent le camp démocratique. Ils refusent de faire un pas en avant, comme un âne effarouché. Ne parlons pas des fascistes déclarés, ils y sont nombreux. Mais il est vrai aussi que dans le MFA il y a beaucoup d'officiers sincèrement démocrates et patriotes qui veulent se maintenir fidèles au 25 Avril et aller de l'avant avec le peuple. S'ils se libèrent entièrement de l'esprit paternaliste envers les travailleurs, s'ils sont disposés à accepter sans réserves ce qu'ils répètent depuis le 28 Septembre - que la révolution est l'oeuvre des masses et appartient aux masses, s'ils ne se laissent pas influencer par les hargnes vénéneuses des fascistes sur la "discipline", l'"ordre", le "gouvernement fort", s'ils s'abandonnent sans crainte et avec joie au mouvement créateur des masses populaires, ces officiers seront un élément de grande valeur dans le camp démocratique et patriotique. L'UDP salue la partie progressiste du MFA et attend d'elle de nouvelles preuves de fermeté et de clairvoyance, comme le 28 septembre et le 11 mars.

Camarades: actuellement on discute partout pour savoir quel sera le futur gouvernement du pays. L'UDP a sa proposition. L'UDP lutte pour que se constitue à court terme un gouvernement démocratique d'indépendance nationale, un gouvernement qui s'appuie résolument sur les assemblées populaires, un gouvernement qui jouisse de la confiance de tout le peuple, capable d'anéantir le fascisme, de reconstruire l'économie, d'en finir avec le chômage et les grandes fortunes, un gouvernement capable de parler de front aux impérialistes et de leur montrer que le temps où ils régnaient au Portugal est terminé.

Ce gouvernement est possible, camarades, ce gouvernement n'est pas un rêve. Il nous faut le porter au pouvoir, par notre lutte, par notre initiative et notre organisation, parce qu'il est le seul gouvernement capable de résoudre la crise actuelle, d'éloigner les nuages noirs de l'horizon et d'ouvrir une voie radieuse au peuple portugais. L'époque où le gouvernement était une affaire qui se décidait en petit comité est maintenant passée. Nous avons conquis beaucoup de choses, nous allons conquérir aussi le droit d'avoir notre gouvernement, le gouvernement du peuple. Il n'y a que lui qui pourra décapiter le fascisme, expulser les Carlucci et la canaille de la CIA et les impérialistes américains, ces ennemis de l'humanité; seul lui pourra défendre la souveraineté nationale surtout notre territoire, en empêchant qu'on nous vole, aujourd'hui les Açores, demain Madère et un autre jour le Minho et le Algarve; il n'y a que lui qui pourra faire rentrer dans le

rang cet intrigant de l'ambassadeur russe, lui faire comprendre que nous ne consentons pas à ce qu'il vienne organiser ici sa cinquième colonne déguisée de "socialiste". Seul un gouvernement démocratique d'Indépendance Nationale construira une nouvelle économie nationale libre de l'exploitation et du chantage des grandes puissances. Seul ce gouvernement fera finalement aligner le Portugal sur le camp du Tiers-Monde aux côtés des nations qui luttent contre l'hégémonie et le pillage des superpuissances et contre la menace d'une nouvelle guerre mondiale.

Camarades : le peuple portugais vit des jours historiques de grandes transformations qui vont balayer toute la pourriture réactionnaire. Il nous revient à nous tous de mener à terme ces transformations, unis, organisés et confiants dans nos propres forces. Le peuple uni et organisé autour de la classe ouvrière est invincible.

**ECRASONS LA REACTION!**

**EN AVANT POUR LES ASSEMBLÉES ET MILICES POPULAIRES!**

**EN AVANT POUR L'UDP!**

**VIVE LA REVOLUTION DEMOCRATIQUE POPULAIRE!**

**GOVERNO DE INDEPENDENCIA NACIONAL**



**COMICIO**  
**CAMPO PEQUENO**  
**DIA 25 6ª Fª 21.30h**

UN GOUVERNEMENT ET UN PROGRAMME - DEUX FAUSSES SOLUTIONS

(Editorial de VOZ DO POVO do 12/3/75)

La crise politique en est arrivée au point qu'il n'est déjà plus possible de reculer: les camps se démarquent complètement, se séparent et se déclarent la guerre. Maintenant la lutte ouverte est inévitable.

D'un côté le 5ème. gouvernement provisoire, fait sous pression, dans un acte de désespoir, un gouvernement sans soutien populaire, plus incapable de résoudre les problèmes réels du peuple que les quatre précédents, si possible. Un gouvernement qui croit si peu en lui-même qu'il commence par s'excuser devant le peuple, en se présentant comme un "gouvernement de passage". Un gouvernement de "réserves", qui a seulement la caractéristique spéciale d'être "soutenu" par la machine du faux parti communiste, machine efficace, spécialement apte à désorganiser le peuple, à le diviser et à l'enchaîner.

De l'autre côté le soi-disant "programme Melo Antunes", un programme réactionnaire, pour freiner le mouvement révolutionnaire populaire, un programme de conciliation avec l'escalade fasciste.

+++

Ce que le "programme Melo Antunes" a de nouveau c'est le fait d'être signé par un secteur du MFA, parce qu'en tant que programme, il est déjà vieux.

En politique extérieur (sous le sceau, comme il se doit dans notre pays, d'indépendance nationale) que propose ce programme? - Ouverture de relations avec tous les pays du monde, "renforcement des relations avec l'Europe", ouverture au Tiers-Monde, "approfondissement des relations avec les pays de l'Est", c'est à dire tout ce que Melo Antunes se proposait de faire quand il était ministre du 4ème. gouvernement provisoire. Et quel résultat a donné cette politique? Avons nous vu notre indépendance nationale garantie, avons nous vu la fin de la présence impérialiste dans notre pays?

Non, nous n'avons rien vu de tout cela. Monsieur Melo Antunes, votre politique d'indépendance nationale a déjà montré où elle conduisait. Le gouvernement auquel vous avez appartenu, comme les précédents, ont fait une politique de conciliation avec l'impérialisme, ou essayer de "diversifier" (comme vous dites) les relations avec les pays impérialistes. Mais être indépendant, cher monsieur ce n'est pas se procurer plusieurs patrons, pour "diviser pour mieux régner"; être indépendant c'est n'avoir aucun patron.

Être indépendant ça veut dire que les multinationales n'exploitent pas notre peuple, qu'il n'y ait pas de bases militaires étrangères sur notre territoire, que l'on appartienne à aucun bloc militaire impérialiste, que l'on construise une économie nationale qui nous permette de ne dépendre d'aucune puissance impérialiste. Et de tout cela qu'en dit le document? Pas un mot...

En politique intérieure, le document est une copie honteuse du programme d'action immédiate du P"S", honteuse car il n'ose pas attaquer aussi franchement que le fait le programme d'action du P"S", les conquêtes du mouvement révolutionnaire populaire. Le P"S" est contre les Assemblées Populaires, qu'il appelle organes "pseudo-représentatifs qui lanceront le Portugal dans les bras de la réaction nationale et étrangère" car pour ces messieurs c'est l'Assemblée Constituante, ce repaire de fascistes, qui exprime la volonté populaire! Le P"S" est contre les milices populaires armées contre lesquelles il demande une "léislation sévèrement punitive". Il a, comme tous les bourgeois et réactionnaires, peur de voir les armes dans les mains du peuple. Le

P"S" est contre l'occupation de maisons et de terres qu'il appelle "usurpation" et "vandalisme". Le P"S" est contre les nationalisations dont il critique la "façon et l'opportunité"... Il est contre les épurations qu'il appelle "sauvages" et ce qu'il appelle "l'indiscipline dans les entreprises" c'est à dire la lutte des travailleurs. Et il n'attaque jamais les fascistes de l'ELP et du CDS qui passent à l'attaque.

+++

La Crise politique est l'expression de la lutte entre les partis bourgeois sur la meilleure manière de freiner le mouvement révolutionnaire populaire, de le maintenir dans des limites "raisonnables" et "réalistes", c'est à dire dans les frontières du capitalisme. Ce que la crise a présenté de nouveau cette semaine c'est d'atteindre ouvertement les forces armées.

Et les camps en lutte font des comptes sur les forces qu'ils possèdent, comptent les canons et les casernes qu'ils "contrôlent". Mais il y a un facteur qui s'oppose à cette arithmétique anti-populaire: les soldats et les marins.

Les soldats sont fils du peuple et ont déjà montré qu'ils n'étaient pas disposés à être utilisés comme chair à canon dans le lutte entre politiciens bourgeois.

Il est nécessaire que les soldats et les marins, et les sergents et officiers antifascistes et patriotes qui sont disposés à se mettre du côté des soldats, fassent entendre avec plus de force leur voix, entrent dans le lutte pour des assemblées démocratiques dans les casernes, assemblées qui prennent en main la tâche urgente d'épurer tous les réactionnaires, de surveiller toutes les manoeuvres suspectes.

Sur la crise politique nous reaffirmons notre position: il faut que le peuple prenne en main la résolution de la crise car personne d'autre peut le faire.

Les fascistes avancent sous le couvert de la lutte entre les partis bourgeois et en s'appuyant sur le mécontentement populaire envers les gouvernements provisoires et la politique anti-démocratique et anti-populaire du Parti de Cunhal

Le peuple est divisé, il faut le reconnaître. Mais le peuple a déjà créé les formes d'orientations qui peuvent l'unir en un seul corps contre le fascisme et l'impérialisme et contre la politique anti-démocratique et anti-populaire du parti de Cunhal, formes qui peuvent lui permettre des pas en avant dans la lutte pour ses revendications politiques. Les formes d'organisation qu'il est urgent d'élargir et de consolider ce sont les Assemblées Populaires Démocratiques.

Il faut lancer et consolider les assemblées populaires démocratiques, il faut lancer, sous le contrôle de ses assemblées, des corps d'autodéfense, des milices populaires, pour mettre un terme à l'escalade réactionnaire.

Il nous faut avoir confiance dans nos propres forces, il faut oser passer à l'offensive. Nous ne voulons ni d'un gouvernement incapable de résoudre quoi que ce soit, ni d'un soi-disant "gouvernement de salut national" qui ne serait qu'un gouvernement de répression du mouvement révolutionnaire.

Nous voulons un gouvernement démocratique d'indépendance nationale, un gouvernement qui s'appuie sur les assemblées populaires qui leur donne libre initiative et capacité d'agir, et qui soit capable de faire avancer les trois grandes tâches politiques du moment actuel:



- arrêter la marche en avant du fascisme et l'écraser complètement
- réaliser une réforme agraire radicale, selon la volonté des masses de la campagne et résoudre les graves problèmes qui affectent les paysans pauvres et moyens du Nord et du Centre du Pays.
- mettre à la porte les impérialistes américains et européens et empêcher d'entrer les impérialistes russes.

+++

#### LA CRISE POLITIQUE ACTUELLE

(Editorial de Voz do Povo du 19/8/75)

Le mouvement révolutionnaire que notre peuple a mené depuis le 25 Avril est arrivé à un point décisif.

Encore vivantes, grâce à la politique de conciliation du MFA et des partis bourgeois, les forces fascistes, se sont regroupées, en créant des partis "démocratiques" comme le CDS en montant des organisations terroristes comme l'ELP, en cherchant le meilleur moment pour passer à l'attaque décisive contre le peuple. Ce moment est venu.

Le climat propice à cette attaque généralisée de la réaction fasciste a été créé par l'actuelle crise politique, qui n'est que l'expression de la lutte féroce entre les partis bourgeois du gouvernement pour le contrôle du pouvoir, c'est à dire pour la solution la plus efficace contre le mouvement révolutionnaire des masses populaires.

Cette lutte féroce a divisé le MFA en plusieurs courants: le courant proche du parti traître de Cunhal qui s'accroche au pouvoir et quémande un appui populaire, le courant du "document Melo Antunes" qui, par peur, ne demande qu'à faire tous les compromis avec le fascisme et l'impérialisme.

#### LA "PROPOSITION DE TRAVAIL DU COPCON"

Mais comme l'UDP l'a affirmé, il existe dans le MFA, un secteur d'officiers sincèrement démocrates et patriotes qui veulent aller de l'avant avec le peuple. Pour le prouver il y a la "proposition de travail du COPCON".

A nos yeux ce qui fait la valeur essentielle de ce document c'est qu'il comprend que ce sont les masses populaires, les millions de simples travailleurs de notre pays qui sont la force vive qui produit toutes les transformations sociales, l'unique force qui, organisée, peut arrêter l'escalade fasciste et l'écraser complètement.

Seul le peuple peut résoudre la crise. Il faut reconnaître que l'organisation populaire des masses, les commissions de travailleurs, les conseils de village, les assemblées populaires, les organisations démocratiques des soldats, sont l'unique barrière contre l'offensive réactionnaire.

#### LEVER UN FRONT UNI CONTRE LE FASCISME ET L'IMPERIALISME

Le document du COPCON étant sur cette base, il faut créer un puissant mouvement de soutien, qui soit, une parcelle du large travail qu'il est nécessaire de faire pour unir les ouvriers, les paysans, pauvres et moyens, unir le peuple dans un grand front uni anti-fasciste et anti-impérialiste. Seul ce front uni sera capable d'écraser la peste fasciste, de faire face au chantage, à la subversion et à

l'agression impérialiste, de faire avancer la Réforme Agraire, et répondre aux revendications des paysans du Nord et du Centre.

Des dizaines de commissions et d'assemblées, dans les usines, les campagnes, les casernes ont déjà donné leur soutien au document. La réponse du peuple ce sera la manifestation du 20 Août.

Contre le fascisme, unité populaire - offensive populaire!

Contre l'impérialisme, indépendance nationale!

Vive les paysans, frères des ouvriers!

Ouvriers, paysans, soldats et marins, unis nous vaincrons!

Soldats, toujours, toujours aux côtés du peuple!

+++

LE 20 AOÛT,

LA VOLONTÉ DU PEUPLE DE DESCENDRE DANS LA  
RUE

La grande manifestation populaire anti-fasciste et anti-impérialis-  
te du 20 Août, convoquée par de nombreuses commissions de quartier  
et commissions de travailleurs, a fait descendre dans la rue plus  
de 100 mille manifestants qui ont montré la ferme détermination du  
peuple à écraser définitivement la peste fasciste et à expulser de  
notre pays les brigands impérialistes. Parmi les manifestants on com-  
ptait plus de mille soldats et marins en uniforme. Le soutien donné  
par plusieurs dizaines de milliers de manifestants, ouvriers, paysans  
soldats et marins au document de quelques officiers progressistes du  
COPCON signifie que les exploités de ce pays veulent prendre en main  
la résolution de leurs problèmes et qu'ils en ont assez des négocia-  
tions et des promesses des gouvernements provisoires successifs.

Pendant cinq heures, en rangs serrés, le peuple a parcouru les rues  
de Lisbonne depuis la Place du Commerce jusqu'à São Bento, en passant  
par les installations de Radio Renaissance et du journal Republica.  
Des tracteurs et des véhicules militaires, remplis de travailleurs,  
se sont intégrés à la manifestation, qui a réuni le peuple exploité  
de la ville, de la campagne et des casernes.

Face à la détermination des masses populaires à descendre dans la  
rue, les cunhalistes se sont trouvés pris entre l'enclume et le mar-  
teau. Pourquoi ces messieurs sont venu "soutenir" la manifestation au  
dernier moment? Comment comprendre cette attitude de la part de gens  
qui n'ont jamais soutenu le document des officiers du COPCON? Pour-  
quoi n'avons nous pas vu, à la télévision, cette fois ci, Octávio  
Fato traiter de "protecteurs de la majorité silencieuse" les camara-  
des qui ont convoqué la manifestation, comme ça avait été le cas le  
7 février? Pour quelle raison ceux qui avaient tenté de démobiliser  
la manifestation du 4 Juillet, en lançant une campagne organisée de  
faux bruits viennent maintenant soutenir une lutte qui se démarque  
clairement de leur ligue traître? Pourquoi voyons nous la clique traî-  
tresse de Cunhal adhérer à une manifestation dirigée contre elle mê-  
me? C'est parce que, discredités aux yeux du peuple par leur politi-  
que anti-démocratique et anti-populaire, les cunhalistes viennent  
maintenant essayer de s'infiltrer dans le mouvement révolutionnaire  
des masses pour, de l'intérieur, le trahir à nouveau.

Mais la manoeuvre a été claire quand sont arrivés les étudiants de  
l'UE"C" munis d'affiches, qu'ils ont distribué à certains manifestants  
avec des mots d'ordres qui n'avaient rien à voir avec celles qui a-  
vaient été fixées pour la manifestation, et qui étaient contraires à  
son esprit. Le peuple a ouvert les yeux quand il a vu certains provo-  
cateurs essayer désespérément d'imposer certains de leurs mots d'or-

dres bien connus, pour saboter la discipline de la manifestation et créer la division - voilà l'"unité" que prêchent tant les partisans de Cunhal. L'intervention rapide du service d'ordre, constitué principalement d'ouvriers et de soldats a fait taire, fermement, les provocateurs. Ils ont été obligés de ranger les affiches qui ne correspondaient pas à l'esprit de la manifestation, à cacher les portraits de Vasco Gonçalves et à ravalier les mots d'ordres provocateurs.

Pendant le meeting qui a suivi la manifestation, est intervenu en premier un camarade d'une commission d'habitants d'un bidonville. En expliquant et en développant pour quelle raison était important le mot d'ordre Travailleurs - Habitants - Assemblées Populaires, il a dit: "C'est dans les Assemblées Populaires que nous allons lutter pour écraser la peste fasciste et impérialiste, grâce à la création de milices populaires et de tribunaux populaires, où soient jugés les fascistes, les flics et les pides. C'est dans les Assemblées Populaires que nous devons lutter pour la nationalisation, sans indemnisation de toutes les entreprises étrangères. C'est dans les Assemblées Populaires que nous lutterons pour que soit faite la réforme agraire selon la volonté des paysans, pour la diminution du prix des engrais et des aliments, pour en finir avec les intermédiaires et les parasites. C'est encore dans les assemblées populaires qu'il nous faut lutter pour la fin des bidonvilles, pour la fin de la spéculation des grands propriétaires et la sous-location, pour l'occupation des maisons, pour la fin de la double habitation, et pour le contrôle et la distribution des produits. C'est aussi dans les assemblées populaires qu'il nous faut résoudre les problèmes de santé, d'éducation et de culture".

Ensuite un camarade soldat a parlé de la répression dans les casernes, de la nécessité pour les soldats d'imposer la démocratie, dépurar les fascistes et d'en finir avec la discipline du temps de Salazar.

La troisième intervention a exigé la fin de la misère des paysans, frères des ouvriers.

En dernier lieu, une camarade ouvrière a pris la parole pour parler de la montée fasciste actuelle: "Engager la bataille contre le fascisme, la décapiter, c'est la tâche qui s'impose immédiatement à tous les vrais anti-fascistes.

Camarades,

Si les fascistes lèvent la tête, qui sont les responsables? Est ce que c'est la classe ouvrière et les travailleurs de Lisbonne, comme l'affirment les fascistes du CDS, du PPD, et de l'ELP, et à nos frères paysans du Nord, dans une tentative pour diviser notre peuple? Ou est-ce que ce sont les différents Gouvernements Provisoires, qui par leur politique de conciliation avec le fascisme, n'ont fait que trahir les justes aspirations du peuple, en passant sous silence toutes ses expériences anti-fascistes?

- Pourquoi n'a-t-on pas remis aux travailleurs les listes des pides des flics et des légionnaires, qui dans les entreprises, envoyaient les anti-fascistes en prison? Est ce que le peuple n'a pas exigé fermement la dissolution des partis fascistes qui aujourd'hui essaient de lancer le peuple contre le peuple, pour détruire les conquêtes des masses populaires? Est ce que le peuple n'est pas le peuple qui a exigé fermement que l'on fusille tous les responsables d'une telle provocation? Est ce que c'est le peuple qui a libéré les 89 pides d'Alcoentre?

Non, camarades! Non, ce n'est pas le peuple le responsable de l'escalade du fascisme, qui, s'il n'est pas écrasé immédiatement lancera

tout notre peuple dans un bain de sang. Nous accusons tous les gouvernements provisoires et les partis bourgeois qui en ont fait partie, de collaborer, en échange du pouvoir, avec les fascistes, capitalistes, et impérialistes, en somme, de collaborer avec les pires ennemis du peuple.

Nous accusons Monsieur Soares, qui a utilisé son parti et trompé de nombreux travailleurs exploités qui ne se sont pas encore rendu compte que la politique du FS c'est l'alliance totale avec le fascisme, pour ouvrir la voie au retour d'une dictature fasciste qui lancera les révolutionnaires et le peuple de ce pays dans un nouveau Chili.

Nous accusons aussi le FCP et le MDP/CDE d'avoir comme le reconnaît le document des officiers du COFCON, utilisé le dirigisme, l'infiltration dans l'appareil d'Etat et dans les mass-média, de s'être posés en patrons de la classe ouvrière et du peuple, et d'avoir de cette manière créé le mécontentement des larges masses, provoqué des ruptures telles qu'objectivement, elles ont servi l'anti-communisme et ouvert la voie au fascisme".

C'est ainsi que s'est déroulée à Lisbonne, le 20 Août 1975, la manifestation la plus massive et la plus combative depuis le 25 avril 1974.

Le peuple est descendu dans la rue pour dire: entre Cunhal et Soares, entre l'impérialisme américain et le social impérialisme russe, nous ne choisissons pas. Nous choisissons notre force, notre organisation, l'indépendance de notre pays. Nous pouvons vaincre si nous nous unissons et nous organisons. Nous allons vaincre unis et organisés.

+++

#### AUX AÇORES LES FASCISTES UTILISENT LE MASQUE DE L'INDEPENDANCE

L'escalade fasciste s'intensifie aussi aux Açores où sous le prétexte réactionnaire de l'indépendance, se regroupent des organisations terroristes qui à l'ombre du CDS et du PPD jouent l'abandon des Açores à l'impérialisme américain.

Alors qu'à Alcoentre on laisse fuir 89 pides, aux Açores on libère ouvertement les 28 arrêtés lors de la manifestation fasciste du 6 Juin. Quelques uns d'entre eux ont été assignés à résidence, mais ils ont fini par se fixer aux Canaries.

Ces derniers jours sont apparus à Sao Miguel des affiches qui mettaient à prix des antifascistes açoriens résidant à Lisbonne. Ces affiches sont signés Front de Libération des Açores.

Aux Etats Unis le comité Açorien 75 récolte d'importantes sommes auprès des émigrés pour "l'indépendance des Açores". Il arrive de plus en plus souvent dans les bases militaires américaines des "valises diplomatiques" qui ne vont pas au Consulat.

Des individus de nationalité américaine enrolent des Açoriens dans les MAPA, FLA, FRIA et autres.

Pour que le peuple portugais comprenne bien comment ces groupes agissent aux Açores, il faut qu'il voit comment ils utilisent le mécontentement populaire provoqué par l'aggravation des conditions de vie des masses populaires, qui sentent fortement le poids des intermédiaires, qui sentent le mépris avec lequel on traite les problèmes des Açores et ne voient pas le moindre début de solution de leurs problè-

C'est cette situation qui permet démagogiquement du MAPA, dans le cadre de son programme de remise des Açores à l'Amérique, de se valoir des désirs du peuple et de proposer un meilleur enseignement, gratuit, etc...

C'est sur ces positions que jouent aussi le CDS et le PDC aux Açores. Leurs relations avec le MAPA sont bien prouvées, et pour qu'il n'y ait pas de doutes, il suffit de rappeler qu'au cours du premier meeting du CDS à Ponta Delgada, la défense du séparatisme du MAPA a été pronée.

Quant au PPD, il suffit de rappeler qu'un de ses députés, que nous avons présenté à la première séance de l'Assemblée comme un fasciste notoire, Mota Amaral a écrit dans le "Diario dos Açores" du 28 Octobre 1972 l'article "Porto Rico, un exemple à suivre" où il défendait vivement la domination américaine sur Porto Rico, en disant clairement que la vente des Açores à l'Amérique serait la meilleure solution pour le peuple açorien.

Ce traître est parmi nous aujourd'hui.

Ce Mota Amaral, des organisations comme le comité açorien 75, le MAPA, le FLA, etc... ne sont que des commerçants qui veulent importer la domination américaine aux Açores et exporter en Amérique la main d'oeuvre açorienne bon marché. Le prix que le peuple des Açores paierait pour ce négoce serait bien pire que ce qu'il paie aujourd'hui en impôts. Cette indépendance dont on parle reviendrait à transformer les Açores en le plus grand porte avion américain, situé à un des meilleurs points stratégiques du globe.

(Intervention de l'UDP à l'Assemblée  
Constituante le 18/7/75)

+++

## 2. LES ASSEMBLEES POP.

### EN AVANT POUR DES ASSEMBLEES POPULAIRES LARGES ET DEMOCRATIQUES

Au cours de la dernière assemblée de délégués du MFA quelques mesures à caractère populaire ont été prises. Des mesures du type de celles que l'UDP présente dans son projet de constitution.

Reconnaissons là un résultat de la détermination avec laquelle les masses ont manifesté leur volonté d'écraser le fauve fasciste, de participer activement à toutes les décisions, et de prendre en main la réforme agraire. Ce sont donc des conquêtes populaires.

Mais si ces mesures ont un caractère progressiste nous ne pouvons pas permettre que les faux amis du peuple les sabotent, fassent taire les masses, corrompent la démocratie, empêchent la réalisation des aspirations du peuple. Il faut avancer fermement, renforcer l'organisation populaire, lancer ses bases là où elle n'existe pas, la dynamiser et lui donner des perspectives révolutionnaires.

Il ne suffit pas de parler de "participation active" ou de "contrôle des moyens de production par les travailleurs", il faut garantir que dans les usines, les quartiers, les campagnes, les casernes, toutes les décisions soient prises démocratiquement dans des larges assemblées. Il faut que nous ayons la certitude que les représentants ou les délégués élus par les travailleurs défendent réellement les intérêts des masses, il faut exiger leur démission quand ils sabotent les décisions ou décident dans le dos du peuple.

La participation des masses populaires à toutes les décisions ne doit pas attendre une seconde étape, ni un moyen terme. Il faut le faire, tout de suite!

Mais à tous ceux qui disent que le pouvoir est entre nos mains, nous devons dire: c'est faux! Si le coût de la vie augmente si les salaires sont de plus en plus insuffisants, si les impérialistes continuent de nous dévorer, si les fascistes s'organisent à l'ombre du PDC et du CDS, si les capitalistes (bien que touchés) continuent de détenir d'importants secteurs de l'économie et des fortunes fabuleuses, c'est que le pouvoir ne nous appartient pas encore, c'est que l'Etat n'a pas encore perdu sa nature capitaliste. Ils ont un objectif clair: nous démobiliser, empêcher que nous continuions de lutter pour le Pain la Paix la Terre la Liberté et l'Indépendance Nationale; empêcher que nous réunissions autour de ces objectifs révolutionnaires tous les véritables patriotes et anti-fascistes portugais.

Il faut donc que nous allions de l'avant dans le combat pour l'expulsion des impérialistes de notre terre, la suppression totale des fascistes, la réalisation de la Réforme Agraire, et, coup par coup, nous ouvrirons la voie à la prise du pouvoir par les travailleurs, avec à leur tête la classe ouvrière.

#### ILS NOUS ATTAQUENT PAR DEVANT ET PAR DERRIERE

Les réactions des partis bourgeois aux mesures qui viennent d'être prises ne se sont pas faites attendre. Le P"S" sort en courant du gouvernement (où il avait soutenu le Patriarcat réactionnaire) en calomniant ces mesures; le PP"D" appelle "antipopulaires" les organes où nous allons lutter pour que les masses expriment démocratiquement leurs aspirations.

Pour ces deux partis, comme pour le CDC et le P"D"C, la "démocratie" c'est la volonté des caciques locaux, imposée par la répression et les menaces, ou alors l'électoratisme où on fait des promesses qui ne sont pas tenues, où chaque vote coûte une certaine somme fournie par les impérialistes pendant la campagne électorale.

Néanmoins, s'il y a des partis qui se sont démasqués intièrement devant les mesures progressistes qui viennent d'être prises, il y en a d'autres qui font semblant de les soutenir pour mieux lutter contre elles. C'est le cas du faux parti communiste de Cunhal et le rejeton MDP/CDE.

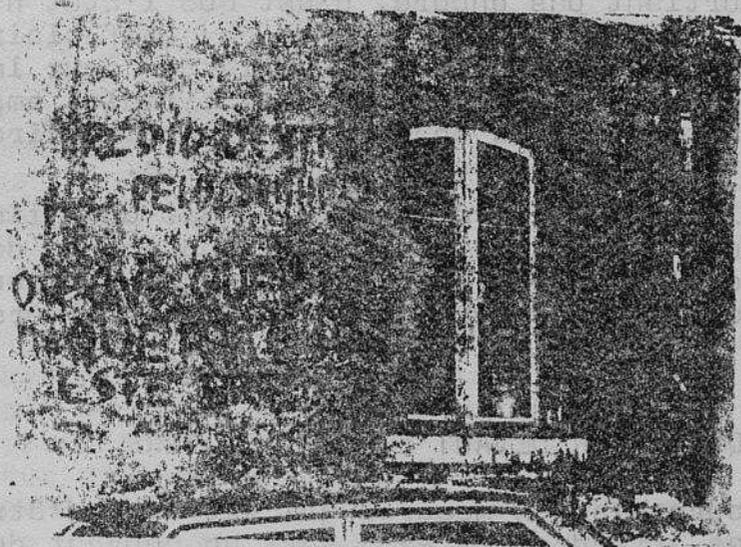
Ceux-là, ils chercheront, en utilisant leur influence dans les masses, à dévier les assemblées des objectifs révolutionnaires qu'elles peuvent viser et en faire de simples prolongements de l'appareil d'Etat afin de freiner par dedans l'élan révolutionnaire des masses.

La nouvelle situation rend impossible une lutte plus efficace pour l'écrasement du fauve fasciste, et de l'impérialisme, et la marche en avant vers la réforme agraire. Mais pour cela il faut démasquer les agents de la bourgeoisie et de l'impérialisme, russe ou américain, en luttant pour la plus large participation des travailleurs aux Assemblées populaires, et pour le maximum de démocratie en leur sein.

EN AVANT POUR DES ASSEMBLEES POPULAIRES LARGES ET DEMOCRATIQUES!  
EN AVANT DANS LE LUTTE POUR LA LIBERTE, LA TERRE ET L'INDEPENDANCE!  
CE!

(VOZ DO POVO Nº 50 du 15/7/75)

### 3. le droit à l'habitation



- (- bâtiment détruit par le propriétaire;
- le peuple veut une enquête sur ce bâtiment;
- expropriation !)

#### LE PEUPLE EN LUTTE POUR UNE HABITATION DIGNE

Nous savons combien sont indignes les conditions d'habitation de la grande majorité du peuple travailleur. Le grave problème du manque de logements et des mauvaises conditions de vie est particulièrement aigu dans les grandes villes et leurs banlieues. Des milliers de familles vivent dans des taudis, petits et insalubres, sans eau, sans égout, sans électricité, dans des chambres sous-louées, et enfin dans des bidonvilles, surtout dans la région de Lisbonne.

Depuis le "25 Avril" on assiste à un éveil de la lutte revendicative pour le droit à l'habitation. D'abord à Porto où la sous-location était particulièrement inhumaine et féroce, puis à Lisbonne, Setubal, Faro,...

#### Les promesses du gouvernement

Poussé par le mécontentement populaire, le gouvernement s'empresse d'annoncer un programme pour en finir avec les bidonvilles. Le programme est encore dans les tiroirs des ministères bien qu'il y ait de l'argent et des milliers d'ouvriers du bâtiment au chômage.

Le décret du 12 septembre 1974 qui avait l'intention de régler le marché de la location et de limiter les loyers a été un échec. La classe exploiteuse des propriétaires, furieuse de voir que ses privilèges étaient menacés et qu'elle ne pouvait exiger les loyers qu'elle voulait, s'est lancée dans une série de fraudes, rendues faciles par la loi, en cachant des maisons vides, en ne les décl

rant pas à la mairie, en faisant de fausses locations à des parents ou amis, en refusant de louer, ou en n'acceptant de le faire que contre indemnisation.

Voyant qu'il n'y avait aucune autorité pour les punir, les propri<sup>é</sup>étaires ont élargi leur activité en multipliant leurs ruses. Dénoncées publiquement par le peuple, elles n'ont jamais été punies ou empêchées.

C'est à la suite de cette situation scandaleuse que le peuple s'est lancé dans les occupations en masse de maisons vides, qui ont pris maint enant une étendue énorme.

### Les premières occupations

Les occupations de la première phase sont spontanées et désorganisées. Les premiers occupants sont tout de suite attaqués de tous les côtés: par l'opinion publique bourgeoise, alarmée de cette audace; par les partis de la coalition, qui se disent défenseurs du peuple, par la PSP et la GNR (polices) à la demande des propriétaires. De vraies bagarres ont lieu. Les occupants ne cèdent pas et défendent leurs habitations conquises et leurs droits sur elles.

On sent alors la nécessité d'opposer à la violence et à l'agression réactionnaire des propriétaires, la résistance et la force révolutionnaires organisées. De cette nécessité de l'union pour la défense des intérêts communs, surgissent les premières commissions d'occupants, auxquelles se joignent d'autres éléments du quartier.

Les premières commissions d'habitants et occupants se chargent d'organiser les occupations en établissant des critères de justice sociale. Elles détectent les maisons vides de la zone et les attribuent aux familles les plus nécessiteuses. Après les occupations elles organisent des piquets de vigilance et établissent des contacts avec les propriétaires pour exiger des contrats de location.

### Réponse du Gouvernement

Une fois de plus le gouvernement, à la remorque des conquêtes populaires, est forcé de reconnaître en partie les occupations et décrète la loi n°1984A/75 qui sort le 14 Avril. Mais comme il s'agit d'un gouvernement bourgeois, cette nouvelle loi est profondément anti-populaire et d'accord avec la bourgeoisie. Effectivement, si on l'applique, 80% des occupations sont considérées illégales, les occupants devraient être délogés de force et menacés de prison. Pour les propriétaires fraudeurs et spéculateurs, aucune sanction n'est prévue et encore moins, la prison!

L'indignation populaire s'étend. Un large mouvement de résistance contre ce décret contre-révolutionnaire s'organise.

Il y a deux grandes manifestations populaires, le 22 Avril et le 17 Mai. Les occupants et les habitants des bidonvilles et des quartiers pauvres s'unissent pour exiger du gouvernement des mesures et des lois qui protègent le droit à l'habitation. " Des maisons, oui! Des baraquas non!" c'est le mot d'ordre qui sort de la bouche du peuple du Nord au Sud du pays et qui traduit une de ses aspirations les plus profondes. Ces manifestations de Lisbonne et Porto sont organisées par le secrétaire des commissions d'habitants et occupants et l'Intercommissions des bidonvilles et quartiers pauvres.

### Manoeuvres des partis bourgeois

A la suite de ce mouvement, les occupations s'étendent malgré l'interdiction expresse de la loi d'Avril. Les partis réformistes et le parti révisionniste de Cunhal qui au début ont condamné l'initiative popu-

laire de prendre a main le problème de l'habitation, voient affolés qu'ils risquent de rater le train...

Ils sont encore plus affolés quand Otelo Saraiva de Carvalho déclare publiquement sa sympathie et son soutien aux commissions de quartier et à leur lutte. Ils créent alors en toute hâte des "commissions" organisées par leurs mairies, et de toute confiance pour eux.

Ces nouvelles commissions dominées par le MDP/CDE, le p"5", le P"CP", et même le PPD essaient de gagner un soutien populaire et de discréditer les autres commissions autonomes, qu'ils appellent fantoches, anarchistes et "alliées de la réaction".

Néanmoins jusqu'à maintenant <sup>elles</sup> n'ont rien fait pour satisfaire les revendications de la population de la population mal logée, enfermées qu'elles sont dans le légalisme et le réformisme. Les commissions disent sans arrêt, d'attendre, d'être patients, qu'on attend les ordres supérieurs, qu'il faut faire attention avec les occupations qui font le jeu de la réaction, et ils n'appliquent même pas la loi qui donne le droit aux mairies de faire des contrats de location quand les propriétaires s'y refusent. Tout ça accompagné de calomnies contre les commissions primitives qui continuent leur travail au milieu des difficultés croissantes.

En avant pour des commissions démocratiques et révolutionnaires!

Camarades, depuis qu'est sorti le document du MFA qui reconnaît les commissions comme des organes de pouvoir populaire, il nous faut être vigilants car les révisionnistes de Cunhal et les rejetons du MDP/CDE feront tout pour les prendre d'assaut et s'en servir contre les habitants!

Nous devons exiger dans nos réunions la plus large démocratie et démasquer ainsi tous ceux qui ont été contre notre lutte et aujourd'hui prétendent la "défendre".

L'expérience de notre lutte nous a déjà montré comment agissent ces faux amis du peuple et nous ne pouvons pas permettre que nos conquêtes soient utilisées contre nous.

En avant pour des commissions démocratiques!

VOZ DO POVO N°52 du 29/7/75

## 4. LA LUTTE SYNDICALE

LE SYNDICAT DE LA MARINE MARCHANDE :

UN SYNDICAT AU SERVICE DE LA CLASSE

Nous avons donné des exemples concrets de la manière dont les syndicats peuvent être au service des patrons, quand ils sont manipulés par leurs laquais contre les travailleurs. Ceci est devenu surtout évident quand certains syndicats, aux mains des jaunes, sont systématiquement contre les revendications de nombreux travailleurs en lutte, qu'ils appellent réactionnaires.

Ces syndicats sont contre la classe parce qu'ils ne sont pas sous son contrôle; parce que les positions prises ne sont pas l'expression de la



volonté des travailleurs, mais des laquais des patrons.

Ainsi le démontrent les manœuvres pratiquées pendant les récentes assemblées des syndicats sur la question des statuts, qui n'avaient pour but que de faire passer de force des statuts qui ne servaient que ces laquais des patrons, et qui leur permettaient de continuer de trahir les travailleurs.

Devant une telle situation nous avons soutenu qu'il faut que les travailleurs s'organisent et participent aux assemblées pour y lutter pour la défense des positions justes et l'expulsion des traîtres. Pour avoir des syndicats qui nous défendent réellement et qui unissent la classe dans la lutte contre le capital, il faut mettre les jaunes à la porte !

Nous défendons ceci parce que nous pensons que les syndicats peuvent être des armes puissantes au service des exploités contre les exploités. Elles peuvent donner à chaque travailleur la force de milliers, dans la lutte pour la défense de ses intérêts contre les patrons.

Ce qui se passe dans le syndicat de la Marine Marchande démontre que nous avons raison.

### La défense des intérêts de la classe

Malgré la difficulté qui tient à ce que la grande majorité des syndiqués sont embarqués et en mer, la classe a forgé une solide unité autour de son syndicat. Ceci a permis d'obtenir d'importantes victoires dans la lutte pour la défense des intérêts des travailleurs.

En Juin 1974, ils ont obtenu des augmentations de salaires d'environ 75%. Récemment ils ont obtenu le placement d'environ 300 chômeurs, qui n'étaient depuis deux ans, à cause d'un système de vacances qui a été aboli. Cette abolition a empêché qu'il y ait constamment une grande liste de camarades en attente d'embarquement et donc instabilité d'emploi.

La lutte pour la défense des intérêts des chômeurs est passée aussi par l'obtention, d'abord d'une importante allocation provisoire de chômage et ensuite par l'élargissement au niveau national de cette allocation.

Ces victoires n'ont été possibles que parce que le syndicat a su s'appuyer fermement sur la volonté des travailleurs, en les défendant à fond contre les patrons. Une preuve en est le nombre de procès aux tribunaux contre les armateurs qui se sont soldés par près de trois millions d'escudos d'indemnisations. Quand les armateurs ont proposé de payer seulement 60% de ce qui était exigé, le syndicat s'y est opposé vivement et a lutté pour ce qui est juste et contre toute conciliation.

Quand récemment il y a eu un licenciement à la SACOR Maritime, le syndicat, en collaboration avec d'autres a mobilisé la classe pour le boycott de cette entreprise jusqu'à la réintégration du licencié.

### La démocratie dans le syndicat

Tout cela n'a été possible que parce que le syndicat de la Marine Marchande est vraiment un organisme contrôlé par les travailleurs, dont la direction est le mandataire fidèle de la volonté de la classe, et la maintient constamment informée.

Tout se passe d'une manière très différente dans les syndicats où les directions cuisinent les propositions et décident sans consulter les syndiqués. Ici la démocratie n'est pas un vain mot destiné à couvrir la trahison. La preuve en est les statuts récemment approuvés qui donnent aux travailleurs toute capacité de décision, et ne permettent pas des manœuvres dans leur dos. La manière dont ces statuts ont été discutés et approuvés

vés ne laisse pas de doute non plus si on compare avec ce qui se passe dans les syndicats jaunes. Le projet de statuts était prêt dans deux jours après la sortie de la loi syndicale, et a été immédiatement diffusé dans tous les bâtiments où se sont réalisées de larges assemblées de discussion.

La même chose s'est passée pour l'élection des dirigeants. La campagne a commencé deux mois et demi avant la date des élections (29 Juin) et le programme de la liste A, formé d'éléments de l'actuelle direction a été immédiatement diffusé. Dans sa déclaration de principes, on peut lire :

" Nous défendons dans le syndicat la plus large démocratie, nous combattons la bureaucratie, les manoeuvres tendantes à ce que la classe prenne des décisions sans être complètement informée, les accords d'anti-chambres dans le dos des travailleurs, et nous respectons fermement la soumission de la minorité à la majorité."

### Un syndicat de classe

Toujours sur la base d'une large discussion les travailleurs ont adopté, comme meilleure manière de défendre leurs intérêts le principe du syndicalisme de classe, ils ont refusé la "bouillabaisse de classe" des jaunes. Cette décision a été prise par le syndicat après que la direction ait promu un large débat sur la question, et avoir réalisé une enquête auprès des syndiqués.

Il a été clair pour tous, qu'accepter dans le même syndicat, les marins et les capitaines, ce serait créer des obstacles à la lutte des travailleurs les plus exploités. Cette proposition en faveur du syndicalisme de classe est exprimée non seulement dans les nouveaux statuts, mais aussi dans les déclarations de principe de la liste A (unique):

"Nous sommes marins. A bord nous sommes des groupes, sinon le groupe le plus exploité. Nous savons bien qu'à bord existe la lutte de classe. Nous savons bien que nous souffrons plus et que nous avons des intérêts complètement différents des officiers, de ceux qui nous traitent, et il y en a encore, comme des esclaves.

Voilà pourquoi nous affirmons: non à la collaboration de classes. Nous voulons un syndicat où il n'y ait place que pour ceux qui sentent dans leur peau l'exploitation féroce.

Nous voulons un syndicat de classe.

Nous savons que plus les exploités seront unis, plus ils auront de force contre le capital.

Nous défendons ainsi la possibilité de nous unir contre tous ceux qui en plus des marins, sont vraiment exploités dans notre branche.

Nous défendons donc le syndicalisme vertical, mais de classe."

(VOZ DO POVO n° 53 - 5/8/75)

## 6. la réforme agraire



" OU NOUS Y ALLONS, OU C'EST EUX QUI NOUS MENENT "

Le 15 juin dernier à Evora, au siège local de l'UDP, s'est tenue une réunion où étaient présents environ 40 travailleurs ruraux ayant l'expérience d'occupations et de formation de coopératives, et quelques délégués syndicaux de villes des districts d'Evora et Beja.

Les principales questions abordées ont été les problèmes qui se posent aujourd'hui aux travailleurs agricoles de l'Alentejo : la réforme agraire, les occupations de terres et les coopératives de production, de salariés et leur futur.

Les conclusions générales de cette réunion qui s'est prolongée toute la journée, ont été les suivantes :

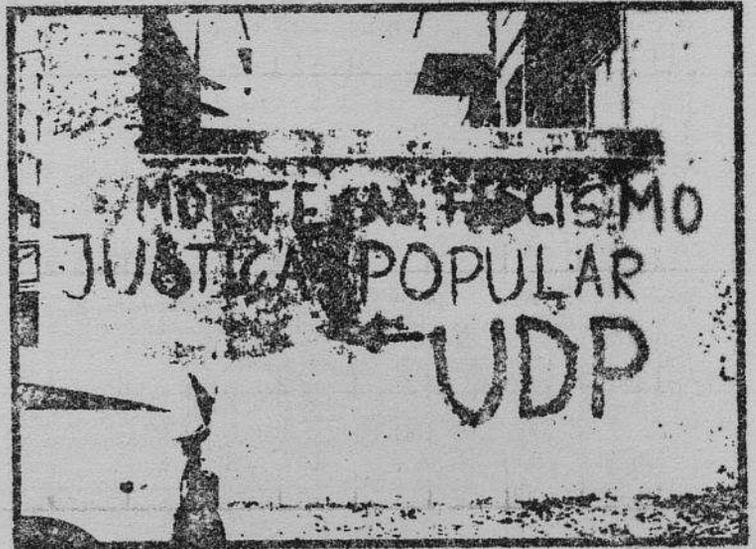
### REFORME AGRAIRE

- Quel type de réforme agraire voulons-nous? Qui doit la conduire?

Deux voies s'ouvrent aujourd'hui aux salariés pour la réforme agraire. L'une d'elles, c'est attendre que la loi que le gouvernement leur promet résolve tous les problèmes et attendre que la réforme agraire tombe du ciel.

Accepter cela c'est se soumettre à un esclavage semblable à celui que nous connaissions. L'expérience de nos difficultés dans la lutte contre les latifundiaires montre sans l'ombre d'un doute que nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Chaque fois que nous sommes moins vigilants, les patrons, les propriétaires, les

## 5. JUSTICE POPULAIRE



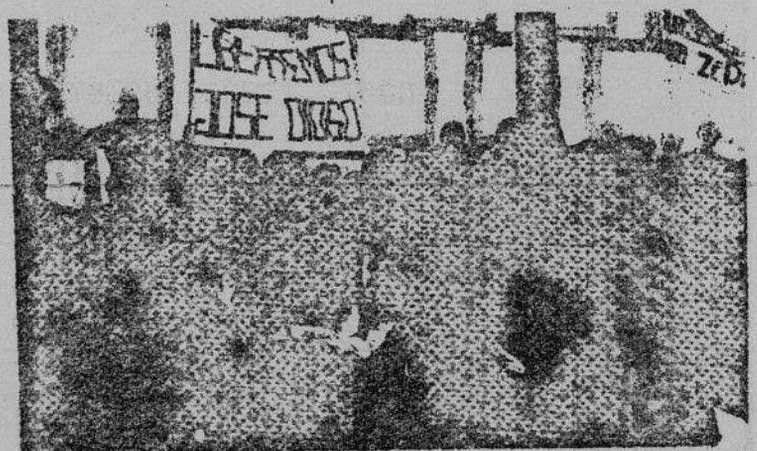
### UN TRIBUNAL POPULAIRE A LIBERE JOSE DIOGO

La grande journée de lutte anti-fasciste qu'a constitué le jugement de l'ouvrier agricole José Diogo représente un pas en avant d'une importance extraordinaire pour le mouvement populaire révolutionnaire. Des salariés ruraux de Castro Verde, des ouvriers de quelques entreprises de Tomar (où s'est déroulé le jugement) et des membres de l'Association des Ex-Prisonniers Politiques Antifascistes, élus démocratiquement par le peuple présent, ont constitué un tribunal populaire qui a libéré José Diogo et condamné, à titre posthume, le fasciste Columbano.

Le peuple s'est levé contre le droit bourgeois; les juges ont tremblé et José Diogo a été libéré. Des centaines d'ouvriers et de paysans présents au Tribunal de Tomar, criant contre le fascisme, ont été le porte parole de millions d'exploités de ce pays qui se soulèvent contre le bourgeois, contre sa "justice". La constitution d'un tribunal populaire qui a proféré une sentence d'acquiescement pour un ouvrier, sentence qui sera confirmée par l'Assemblée Populaire de Castro Verde est une conquête du peuple.

Les masses populaires doivent tirer une leçon: la lutte de plusieurs mois pour la libération d'un travailleur a obligé les tribunaux bourgeois à s'incliner devant la décision inébranlable de nombreux antifascistes d'arracher José Diogo des prisons de la bourgeoisie. José Diogo est aujourd'hui en liberté grâce au soutien du peuple de Lisbonne qui, en l'espace de quelques heures a répondu à l'appel de l'UDP pour le paiement de la caution exigée par le tribunal bourgeois.

### TRIBUNAL POPULAR LIBERTOU JOSÉ DIOGO



(suite p. 51)

techniciens et certains militaires et laquais en profitent pour nous faire reculer. Dans la réforme agraire, plus que dans toute autre lutte, rien ne nous est donné, mais tout doit être arraché. Comme l'a dit un des camarades présents, il n'y a que deux voies: "ou nous y allons, ou c'est eux qui nous mènent!".

Nous ne devons pas permettre que ce soient les bureaux de Lisbonne ou les syndicats qui empêchent les travailleurs d'avancer, que ce soient eux qui conduisent la réforme agraire. Ce sont les travailleurs organisés qui doivent la conduire. Nous connaissons la terre mieux que les techniciens qui ont la théorie mais pas la pratique; c'est nous qui devons les diriger et non pas eux qui nous dirigent.

- La réforme agraire et les divisions administratives.

Tant les plans du Gouvernement que les agissements des syndicats partent des divisions administratives pour faire la réforme agraire. C'est erroné, parce que cela peut servir à diviser les travailleurs. Comme il y a des conseils (cantons NDT) qui ont de bonnes terres et d'autres qui en ont de mauvaises, si la réforme agraire est faite par conseils, les salariés des conseils aux mauvaises terres sont toujours lésés. De même, certains syndicats, en plaçant les travailleurs par conseils, nuisent à ceux qui, vivant dans un conseil de terres pauvres, travaillent dans un conseil de terres riches.

La réforme agraire doit donc partir, non des divisions administratives, mais de la manière dont on peut diviser les terres en bonnes et mauvaises, de façon à ce qu'aucun travailleur ne soit lésé.

- Travail collectif et non individuel.

Les travailleurs ne doivent pas penser qu'ils vont occuper une propriété pour devenir propriétaires. La réforme agraire doit vouloir dire que les propriétés se regrouperont à l'avenir toutes ensemble. Le succès de la réforme agraire et la fin de l'exploitation, dépendent de l'unité des salariés agricoles, non seulement dans la lutte mais aussi dans le travail collectif des terres. L'individualisme dans les occupations et dans les coopératives ne peut servir qu'à exploiter d'autres travailleurs. Chacun pour soi, c'est servir la réaction! Chacun pour tous, c'est en finir avec l'exploitation!

L'expérience que nous avons eu jusqu'à maintenant dans les occupations et les coopératives nous montre bien que s'il n'y avait pas l'union entre les travailleurs, nous serions rapidement vaincus par les manoeuvres des patrons.

---

L'OCCUPATION DES TERRES

---

- Occuper ou attendre ?

C'est un problème qui se pose aujourd'hui d'une manière cruciale. Parce que selon la loi les occupations sont interdites, mais par ailleurs les manoeuvres de sabotage des patrons et le chômage continuent. De plus, depuis qu'est sortie cette loi, le gouvernement n'a combattu que les occupations qui ont été faites par des travailleurs organisés d'une manière indépendante, mais il a fermé les yeux sur les occupations qui conviennent aux syndicats et ligues de paysans contrôlés par le faux parti communiste. Qu'est-ce que cela signifie ? Nous ne pouvons admettre qu'il y ait une politique pour certains et une autre politique pour les autres.

Nous devons nous organiser maintenant, pour occuper maintenant, pour que ce soit nous qui résolvions nos problèmes avec nos têtes et ne pas attendre des lois qui nous promettent des miracles. Tous les miracles qui existent dans l'Alentejo, ce sont les travailleurs qui les ont fait et non pas ceux qui veulent penser pour nous. Notre expérience nous apprend que quand nous sommes décidés à aller de l'avant dans les occupations, organisés, nous sommes victorieux et aucune loi n'est capable de nous faire reculer. Si nous hésitons, alors oui, les réactionnaires et les laquais des propriétaires nous empêcheront d'occuper les terres.

La réforme agraire commence par l'occupation des latifundia. Il faut que ce soit nous qui la commençons, car personne ne le fera pour nous.

- Occuper des terres bonnes ou mauvaises.

Bien qu'au début des occupations, on n'occupait pratiquement que des terres pauvres et sous-utilisées, cette situation a évolué progressivement dans le bon sens. En fait, les agrariens continuaient d'avoir les meilleures terres, le meilleur bétail et les machines et des champs déjà prêts; ils riaient en attendant que nous mourrions de faim, pendant que nous déperrions et arrachions les broussailles des terres pauvres que nous occupions! Il faut en finir une fois pour toutes! La réforme agraire ce n'est pas seulement enlever les terres pauvres ou sous-utilisées aux latifundiaires. Ce n'est pas de celles-là que leur vient leur pouvoir et leur argent. Pour en finir avec eux il faut commencer à occuper les meilleures terres, le meilleur bétail et les machines. Seulement ainsi nous aurons des moyens pour leur résister.

- Quels problèmes se posent aujourd'hui dans les applications.

Les principaux problèmes tiennent surtout au fait que le chômage continue, que les patrons n'embauchent pas, qu'ils aient dans leurs terres de quoi nourrir des travailleurs et qu'en même temps les occupations soient interdites. Cela provoque une certaine démoralisation des travailleurs et un certain recul de ceux qui ont du travail, à l'égard des occupations qui viennent diminuer ou faire disparaître leurs salaires.

Écoutons une partie des interventions que deux camarades ont faites à ce sujet :

"Qu'allons-nous faire? Comment allons nous nous organiser? Comment seront les coopératives? Comment sera tout ça? Car si les gens ont un mois pour discuter, ou un mois et demi, c'est plus facile, mais... si on arrive à un endroit où les gens sont en train de travailler et que l'on dit "occupons!" et que les gens suivent, les camarades savent mieux que moi que ce n'est pas vrai, les gens ne suivent pas! Il y a un camarade qui même dans une zone de chômage n'arrive pas à entraîner ses camarades à s'occuper de la ferme et à l'aider! Même dans une zone de chômage!

Mon opinion c'est qu'il faut utiliser toutes les possibilités pour organiser, pour montrer aux gens que s'il ne s'organisent pas tout de suite, s'ils ne font pas avancer les choses, s'ils ne sont pas déjà organisés pour le moment où sortira une loi quelconque, on leur passera par dessus et ils n'auront pas leur mot à dire dans la réforme agraire!... Ils n'arriveront pas à défendre leurs intérêts, ils n'arriveront à rien!

Par conséquent je pense que dans ces régions-là où on n'arrive pas à entraîner les gens dans une occupation, où les gens ne veulent pas, parce qu'ils ont leur salaire, parce qu'ils ne veulent pas d'ennuis,

je pense que ça au moins les gens le comprennent. Au moins dans la zone où on a travaillé, c'est ce que les gens ont compris le mieux... Et il y a déjà 6 ou 7 organisations... Ça serait une bêtise de penser que des gens qui reçoivent en ce moment leur salaire en viennent à occuper une terre, seulement parce que c'est révolutionnaire! Seuls des éléments d'avant-garde le feraient. Les autres ne le font pas, et l'avant-garde ne peut pas travailler seule!"

"Je ne suis pas loin de l'opinion du camarade mais je pense que c'est parce que les gens ont conscience que leur travail leur donne de quoi subsister et que la plus value c'est pour le patron. Mais quand les gens auront la véritable conscience que le salaire est pour eux et la plus value pour la société, ça changera tout de suite!"

S'il y avait dette vraie conscience-là! Voilà pourquoi je dis: si demain nous avons conscience, contactons-nous et avançons. N'ayons pas de doutes! Mais il faut avoir vraiment conscience, car cette histoire de plus value, c'est la chose la plus importante! Bien sûr je ne sais pas grand chose, c'est à peine si je sais écrire mon nom et j'ai beaucoup de mal à lire. Mais quand les gens auront véritablement conscience de ce qu'est la plus-value et ce qu'est être esclave du travail, tout changera complètement!"

- Quelles mesures prendre pour occuper les terres ? X

Voici quelques mesures générales, qui d'après l'expérience des camarades présents, sont nécessaires au succès des occupations :

1. Position du syndicat. Savoir sur qui on peut compter de la part du syndicat; si on peut en attendre un soutien ou si sa position est de dire que les travailleurs doivent tenir le coup et attendre la réforme. Voir quelle est la position des délégués syndicaux locaux, si on peut compter sur eux, même si la direction est contre l'occupation.

2. Type de travailleurs. Bien connaître les intérêts de ceux qui travaillent ou vivent dans la ferme. Il faut faire un travail auprès d'eux pour qu'ils ne se mettent pas contre l'occupation et ne soutiennent pas le patron. C'est très important.

3. Quel type de contrôle et de production. Planifier à l'avance ce qui va être produit. Voir la possibilité d'emprunter des machines à des coopératives déjà formées pour démarrer la travail. Il faut commencer à travailler la terre dès l'occupation, sinon les travailleurs sont en position de faiblesse et sujets à des calomnies et des manœuvres du patron et de ses laquais. Il faut se trouver à l'avance des appuis pour travailler la terre.

4. Fonds. Constituer à l'avance un fonds minimum de solidarité. Ceci au cas où le syndicat n'est pas d'accord avec l'occupation et où il ne versera d'indemnités à personne. S'il en donne aux syndiqués ou aux membres du faux parti communiste (ce qui est déjà arrivé), il faut travailler de façon à ce que ces indemnités soient divisées entre tous les travailleurs et ne servent pas à les diviser.

5. Les travailleurs ayant un emploi. Ils constituent un soutien valable et indispensable. En principe, ils ne doivent pas entrer tout de suite dans la coopérative, à cause des difficultés économiques, ils constitueraient une charge. Il faut discuter avec eux pour que leurs salaires du travail à l'extérieur de la coopérative puisse aider à résoudre les difficultés de tous.

6. Soutien du peuple. Bien qu'il puisse y avoir nécessité de secret dans l'occupation (pour que le patron ne soit pas alerté), il est nécessaire de préparer le peuple à l'avance pour qu'il soutienne le

groupe qui fait l'occupation. La solidarité et la mobilisation du peuple ont été extrêmement importantes pour la victoire des occupations.

7. Vigilance. Les travailleurs qui occupent et ceux qui les soutiennent doivent s'organiser pour garantir des piquets de vigilance 24 heures par jour, pour empêcher la désoccupation.

8. Attention aux manoeuvres. Il est nécessaire d'être préparé à toutes sortes de manoeuvres de la part du patron, qui souvent fait tout pour empêcher l'occupation et entraîner des travailleurs contre d'autres travailleurs, une ferme contre une autre ou un village contre un autre.

9. Raisons de l'occupation. Les travailleurs doivent être bien préparés pour expliquer les raisons de l'occupation face au peuple, au syndicat, aux autorités, ... et pour que leur position soit inattaquable.

10. Initiative. Prendre l'initiative de communiquer aux autorités (Institut de la Réforme Agraire et MFA) l'occupation, juste après qu'elle ait été faite, sans crainte et ne pas attendre que ce soit le patron qui se mette en mouvement et qui fasse venir dans la ferme les techniciens ou les officiers qui soient ses laquais.

11. Secret. Ne pas aviser les autorités (IRA, MFA, etc.) avant les occupations pour empêcher que le patron soit avisé et prenne des mesures. Essayer de savoir sur quelles autorités on peut compter (techniciens de l'IRA, préfets, officiers, etc.).

12. Le futur de l'occupation. Décider quel sera le futur de l'occupation. Préparer le nécessaire pour former une coopérative (statuts, recettes, crédits, ...) Attention aux pièges économiques, surtout aux créanciers et faux créanciers que le patron appelle pour venir se faire payer ses dettes par les travailleurs.

## LES INDEMNISATIONS

Un des plus importants problèmes pour les travailleurs qui occupent des terres est celui de l'indemnisation des propriétaires. La question qui se pose est la suivante: est-ce que c'est nous, qui avons tant de difficultés économiques et qui avons sué tant pour obtenir un peu d'argent, qui allons indemniser des agrariens dont la fortune a été amassée seulement sur notre dos? Est-ce que c'est nous qui allons permettre qu'ils fuient en Espagne ou au Brésil avec l'argent et qu'ils puissent rire de nos difficultés?

Il est clair que non! Ce serait une réforme agraire où tout resterait pareil: les agrariens avec l'argent et nous avec le travail!

### La terre et les aménagements.

La valeur que la terre et les aménagements ont, ce sont les travailleurs qui l'ont créée et non les propriétaires. Si personne ne travaillait la terre elle ne produirait rien et elle n'aurait aucune valeur car personne n'investirait dans la terre si elle ne rapportait pas. Occuper des terres et en même temps indemniser les propriétaires, c'est empêcher que revienne entre les mains des travailleurs ce qu'ils ont produit. Les travailleurs qui occupent des terres ne doivent pas payer d'indemnisation pour la terre et les aménagements.

### Le bétail et les machines.

Une des manoeuvres les plus usuelles après une occupation c'est que les propriétaires essaient de voler le bétail et les machines existant

dans la propriété. Il faut être particulièrement vigilants sur ce point et ne même pas permettre que le propriétaire entre dans la ferme après l'occupation, et encore moins pour retirer du bétail et des machines.

#### Les dettes et le matériel à payer.

Les dettes du propriétaire, voilà un autre problème qui se pose. Dans un certain nombre d'occupations réalisées jusqu'à présent les travailleurs ont payé ces dettes. Mais avons nous une quelconque responsabilité dans les dettes que le propriétaire avait fait pour augmenter la rentabilité de notre travail, nous exploiter encore plus ? S'il a fait des dépenses, c'est à lui de les payer car il a encore beaucoup d'argent qu'il a gagné sur notre dos.

(in VOZ DO POVO n° 47 & 49)

oooOooo

## 7. POUR UN LARGE FRONT REVOLUTIONNAIRE

### LES PETITS COMMERÇANTS NE SONT PAS DES ENNEMIS.

Les petits patrons et petits propriétaires voient leur situation se détériorer tous les jours et peuvent devenir la proie des réactionnaires et des fascistes.

Dans de nombreux endroits, le peuple s'est tourné contre eux, en les accusant d'être des exploiters et de spéculer sur le dos des travailleurs. Bien que de tels cas existent, en général ces incidents, injustifiés, n'ont fait qu'éloigner une partie d'entre eux du mouvement populaire.

La situation des petits commerçants s'est peu altérée depuis la chute du fascisme. Après la nationalisation de la Banque, certaines espérances d'aide sont réapparues, mais pas pour longtemps, car leurs charges n'ont même pas été allégées ou leurs crédits facilités. Au contraire le boycott des fournitures, les hausses de prix successives sur les produits de première nécessité mettent en cause leur subsistance.

Les commerçants des secteurs de l'alimentation et des boissons, par exemple, situés loins des centres de production, sont soumis au bon vouloir des intermédiaires, et depuis 1968 ce secteur est en difficulté.

Une des causes des faillites, c'est le développement de la monopolisation de la branche pendant le temps du fascisme, par la création de réseaux de super marchés liés aux grands grossistes et fournisseurs qui appliquent des baisses artificielles de prix pour détruire les petits commerçants.

C'est la même chose pour les margarines et les produits horticoles où des entreprises multinationales comme la Lever, main dans la main avec les monopoles nationaux, se comportent comme des rois.

Le 25 Avril, les petits commerçants aussi attendaient la fin du fascisme. Mais depuis plus d'un an leur activité continue dans les mêmes conditions et dans les cas où des cunhalistes les ont remplacé, ils n'ont rien fait pour la défense des petits commerçants.

Contrairement à ce que beaucoup pensent, le petit commerce n'est pas condamné, il a un rôle très important à jouer dans l'économie et même dans le processus révolutionnaire. Et il y a aujourd'hui des conditions objectives qui permettent de faire avancer une série de justes revendications qui vont profiter et mettre de notre côté les petits commerçants.

Il suffit de remarquer que la majorité des super-marchés se trouve entre les mains des commissions de travailleurs qui doivent suivre une politique d'aide aux petits commerçants et non une politique de concurrence qui n'est propre qu'au système capitaliste. Il devient aussi urgent de nationaliser tout le commerce de gros et les flottes routières qui lui sont liées. Voilà peut-être le moyen le plus efficace de soutenir les petits et moyens commerçants.

Les faux communistes et autres faux amis du peuple ont dit que les commerçants sont des ennemis et doivent être traités comme tels. Cet argument, propre aux traites, cache la politique antipopulaire et antidémocratique des fonctionnaires de ces partis dans le secteur.

A nous révolutionnaires, sûrs que les petits et moyens commerçants ne sont que des victimes du système monopoliste, il appartient de lutter pour que leurs justes revendications soient satisfaites car les petits et moyens commerçants ne sont pas des ennemis du peuple.

(in VOZ DO POVO n° 53 - 5/8/75)

0000000

## 8. ACTION CULTURELLE

### LITTERATURE ET ART AU SERVICE DE LA REVOLUTION

"Une chanson n'est révolutionnaire que lorsque elle sert des objectifs révolutionnaires. Cela veut dire mettre la chanson comme toute la littérature et l'art au service des classes exploitées, en l'utilisant comme arme contre la bourgeoisie".

Cette citation est extraite d'un communiqué du GAC (Groupe d'Action Culturelle "Voix dans la lutte") que les chanteurs révolutionnaires qui le composent ont diffusé lors une conférence de presse, à l'occasion du lancement de quatre disques avec les chansons: "Lutte de quartiers à Porto", "La chanson est une arme", "Vive la Guinée Bissau libre et indépendante", "la ronde du petit soldat", "Alerte", "En rouge et en nombre" et "La lutte du journal du Commerce".

Toutes ces chansons sont bien connues de la classe ouvrière et des travailleurs grâce à la participation du GAC dans près de 300 réunions publiques dont beaucoup de l'UDP.

Bientôt seront enregistrées "L'Internationale", "La chanson de José Diogo" et "L'hymne de la reconstruction du Parti".

Le lancement de ces quatre disques a pour objectif la divulgation de la ligne et du programme de la Démocratie Populaire et de la construction du socialisme, qui passe par la prise du pouvoir à la bourgeoisie. Les éléments du groupe sont des militants révolutionnaires qui combattent en cherchant une expression révolutionnaire pour la culture populaire, qui surgit de leur pratique politique.

Cette pratique politique est en accord avec la phrase suivante de Mao Tse Toung :

(suite p. 51)

# 9. LA LUTTE POUR L'INDEPENDANCE NATIONALE



## QU'EST - CE QUE L'INDEPENDANCE NATIONALE ?

Le Portugal étant un pays dépendant, une question de premier plan se pose au peuple portugais : c'est celle de l'Indépendance Nationale.

En ce moment précis où l'Europe, les Etats Unis, la Russie surveillent ce qui se passe au Portugal, et où le Tiers Monde attend anxieusement une prise de position, il nous faut choisir entre eux; ce choix signifie ou la soumission, ou alors la possibilité de tracer seuls notre destin.

La conscience nationale du peuple portugais est bien éveillée. A titre d'exemple rappelons-nous l'enquête faite par la télévision dans la rue. Les masses populaires n'ont pas hésité à répondre qu'en cas d'intervention étrangère, elles utiliseraient toutes leurs armes, et si cela était nécessaire, leurs ongles et leurs dents pour défendre notre terre.

### Ce que dit le Plan d'Action Politique

En allant dans le sens de ces sentiments, le "Conseil de la Révolution" consacre les premiers paragraphes du Plan d'Action Politique à cette question, et dit que son objectif principal est l'Indépendance Nationale, qui passe nécessairement par un processus de "décolonisation interne".

Cela est fort juste, mais pour que nous ne disons pas que l'Indépendance Nationale est une idée brillante à mettre dans un communiqué officiel, pour que notre souveraineté ne reste pas sur le papier, quelques exigences s'imposent.

La contradiction naît tout de suite, quand on dit dans le même document que le Portugal restera dans l'OTAN, que "nous continuerons à honorer les compromis assumés antérieurement", c'est à dire que nous restons enchaînés par les accords faits pendant le régime fasciste.

### L'OTAN, troupe de choc des Impérialistes

Si nous n'oublions pas que l'OTAN est la troupe de choc des impérialistes, des américains en premier lieu, si nous nous rappelons qu'avec l'accord du Gouvernement, l'OTAN, après le 25 Avril, n'a pas abandonné le voisinage de la côte portugaise ni même le territoire national, nous pouvons douter que l'objectif défini soit l'Indépendance Nationale.

Comment pouvons nous être souverains dans notre pays, si en plus de la menace palpable de l'intervention directe, les bases militaires de Troia, Ovar, Marco de Grilo, Lajes, sont occupées par les étrangers, comment pouvons-nous être souverains s'il existe chez nous un quartier général de l'OTAN.

L'Indépendance Nationale, cela implique de ne céder aucune partie du territoire national. Quelle est la réalité? Les impérialistes occupent les bases, les agents de la CIA, au chaud dans l'Ambassade, sont parmi nous et se déplacent à volonté sur le territoire national.

### Les traités économiques

L'Indépendance Nationale, cela veut dire l'annulation pure et simple de tous les traités qui nous enchaînent à des conditions désavantageuses. Par exemple les aides en technologie, les licences de fabrication étrangères sont établies de telle manière que le paiement de ces droits signifie une véritable saignée d'argent portugais. Il faut souligner que tous les accords ont été signés non sur pied d'égalité mais sur la base de pressions politiques.

La même chose se passe avec les emprunts qui sont faits. Ils constituent le cheval de Troie qui a dans son ventre des obligations politiques qui nous soumettent à des intérêts étrangers.

L'Indépendance Nationale qui passe par la "décolonisation interne" n'impliquerait-elle pas la nationalisation des entreprises étrangères sans indemnisations?

Est-ce que les Impérialistes n'ont pas assez gagné pendant toutes ces années? (comme le dit le capitaliste interviewé par le Washington Post, une usine est payée en un an ou deux). Qu'est ce que nous voyons:

Premièrement, le capital étranger n'est pas touché, son entrée pour investissement est stimulée, et en plus les capitalistes portugais s'appuient sur lui pour assurer complètement leurs capitaux.

Où sont les mesures qui concrétisent la "décolonisation interne"?

### Alliance avec le Tiers Monde

L'Indépendance Nationale implique nécessairement que nous ayons des relations privilégiées avec les peuples du Tiers Monde, car c'est eux qui connaissent bien nos problèmes et avec qui nous pouvons les discuter sur un pied d'égalité, sans aucun type d'ingérence dans les affaires internes, sans aucune pression.

S'il est vrai, que comme tous les pays du monde nous sommes contraints à des accords internationaux, il ne faut pas accepter le fatalisme de nous faire manger par les grands, cela n'implique pas que nous soyons des pions entre les mains des super-puissances qui se disputent le partage du monde.

Mais comme disent les camarades chinois nous n'allons pas laisser entrer le tigre par la porte de derrière après avoir chassé le loup par la porte de devant.

Ce qui veut dire que quand nous luttons pour l'expulsion d'une super-puissance nous ne devons pas dévier notre attention des méthodes convoyantes de l'autre, plus dangereuse que la première. Sous couvert de paroles socialistes ils s'infiltrèrent grâce aux cirques, après le folklore, et maintenant des accords commerciaux désavantageux qui nous ont déjà fait perdre des millions, tout cela par la main de leurs agents, les partisans de Cunhal. Dernièrement ils ont demandé un poste de réapprovisionnement à Madère, pour les bateaux de pêches qui ne sont que des espions sur notre territoire. Un jour ils vont acheter l'Algarve pour y passer leurs vacances, et le peuple portugais dans sa lutte contre l'impérialisme, n'aura rien gagné.

### Qui sont nos alliés?

En choisissant la voie de l'Indépendance Nationale nous aurons comme alliés naturels les nombreux pays qui ont fait la même chose, qui dans la situation dramatique de l'Après Guerre, ont compté sur leurs propres forces pour la reconstruction nationale, comme l'Albanie, la Corée, la Chine, le Cambodge, le VietNam.

Pour que la proclamation de l'Indépendance Nationale ne soit pas seulement une phrase dans des discours, il faut exiger du MFA et du Gouvernement les mesures pratiques nécessaires pour que le peuple portugais choisisse librement le chemin à suivre aux côtés de tant de pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, qui sont nos alliés naturels.

NI OTAN, NI PACTE DE VARSOVIE!

FIN DU PACTE IBERIQUE!

DEHORS L'OTAN, DEHORS LA CIA, INDEPENDANCE NATIONALE!

(VOZ DO POVO N° 48 - 1/7/75)

+++

A L'ORDRE DU JOUR LA LUTTE POUR L'INDEPENDANCE NATIONALE

La campagne politique à laquelle le P"S" a contribué après la manœuvre ratée qui l'a écarté du gouvernement n'est que la réaction de l'impérialisme américain devant la marche en avant révolutionnaire du mouvement ouvrier et populaire.

Quand le MFA reconnaît l'importance des Assemblées Populaires comme organes de la volonté du peuple, le P"S" fait du chantage, menace et utilise le mécontentement populaire envers la politique de

son propre gouvernement, pour diviser les travailleurs, en canalisant ce mécontentement au service de ses intérêts de Parti. C'est ici que l'impérialisme intervient: la politique réactionnaire de la direction du P"S" sert aujourd'hui de rabateur pour l'ELP et tous les réactionnaires pour une tentative de coup fasciste. La direction du P"S" en jouant la division du peuple, se transforme en un poste avancé des fascistes.

Le faux parti communiste de Cunhal, quant à lui, tente de renforcer ses positions dans l'appareil d'Etat, après s'être débarrassé de son principal adversaire.

Le Parti de Cunhal entre en lutte avec le P"S" mais pas pour défendre ce que celui-ci attaque, car il sait bien que ces assemblées quand elles sont largement démocratiques, mettent à nu sa politique anti-populaire. S'il le fait, c'est pour défendre ses propres intérêts, pour tenter de saboter la grandiose manifestation qui a consacré la volonté des masses populaires de faire entendre leur voix, de l'écrasement du fascisme.

La campagne du parti de Cunhal contre le P"S" n'a rien de révolutionnaire et d'anti-fasciste. C'est seulement l'application de la politique de défense des intérêts du social-impérialisme russe dont le parti de Cunhal est le fidèle représentant.

La lutte ne se mène pas entre le P"S" et le faux parti communiste de Cunhal. Ceci est un aspect secondaire. La lutte se mène entre les blocs que ces deux partis conduisent, pions entre les mains des deux superpuissances, et le mouvement révolutionnaire populaire.

La lutte entre les partis bourgeois n'a rien à voir avec les intérêts réels du peuple. Comme le souligne l'UDP, les ouvriers, les paysans, les soldats et les marins, les officiers progressistes et tous les patriotes et anti-fascistes ne peuvent pas se laisser diviser au goût des intérêts des partis bourgeois, qui par tous les moyens sabotent la marche en avant des conquêtes populaires et vendent notre terre aux impérialistes. La seule solution pour la satisfaction des aspirations des masses est la formation d'un gouvernement d'Indépendance Nationale qui expulse l'impérialisme américain et ne permette pas son remplacement par le social-impérialisme russe, qui écrase définitivement la peste fasciste, et fasse la réforme agraire selon la volonté des travailleurs de la campagne.

Un tel gouvernement n'aura la possibilité d'exister, n'ira de l'avant que s'il s'appuie sur l'initiative révolutionnaire des masses populaires, s'il ne cherche jamais à entraver leurs luttes, s'il respecte leur volonté. Un gouvernement d'indépendance nationale ne pourra exister par conséquent que s'il appui et s'il s'appuie sur l'initiative des assemblées démocratiques de travailleurs

Néanmoins le MFA ne paraît pas capable de suivre cette politique. Costa Gomes a déjà avancé l'hypothèse absurde d'un "Gouvernement d'unité nationale", baptisé maintenant de "sans parti", mais avec les mêmes agents de l'impérialisme américain et du social impérialisme russe.

Nous disons: dans la situation actuelle un gouvernement formé par ces vendus, va alimenter la lutte entre les deux superpuissances pour le contrôle de notre pays, va élargir encore plus la voie à l'offensive fasciste, va aiguïser la crise et non la résoudre.

La résolution de <sup>la</sup> crise actuelle, résolution qui touche les travailleurs et le peuple en général, est entre les mains du peuple, et non des partis bourgeois.

Les Assemblées Populaires doivent prendre en main la direction des transformations révolutionnaires exigées par les masses populaires, doivent engager la lutte pour l'indépendance nationale, exiger l'expulsion de l'OTAN et des bases militaires étrangères de notre pays, doivent exiger une politique de non-alignement sur n'importe quel bloc impérialiste et d'alliance avec les pays du Tiers Monde.

NI MOTA, NI SOARES, NI CUNHAL!

INDEPENDANCE NATIONALE!

(Editorial de VOZ DO POVO - 1e 22/7/75)

+++

## 10. LES RAPATRIÉS

LES RAPATRIÉS DOIVENT CHOISIR : OU AVEC LE PEUPLE OU CONTRE LE PEUPLE!

Dans le prolongement de leurs mouvements, les rapatriés d'Angola ont fait une manifestation qui s'est terminée au Palais de Belém.

Là, le président Costa Gomes, leur a dit entre autres, après avoir pris connaissance de leur cahier de revendications: "Tout ce que vous demandez est juste".

Nous ne sommes pas du tout d'accord avec le président.

Nous n'admettons que, parmi les rapatriés d'Angola, il y en a qui n'ont pas été complices de l'exploitation honteuse des peuples des colonies; nous admettons qu'ils désirent revenir au Portugal et nous luttons pour que ce droit soit garanti.

Nous admettons tout cela, parce que les rapatriés d'Angola sont aussi portugais que ceux qui résident ici. Ce qui veut dire qu'ils ont les mêmes droits que nous - ni plus, ni moins. Voilà pourquoi le peuple portugais verra très mal les exigences faites par les rapatriés de garantie immédiate de l'emploi, sans tenir compte des 300 mille chômeurs qu'il y a ici.

Si en fait ils sont aussi portugais et exploités que nous, qu'ils se joignent à notre lutte organisée contre le chômage et pour le droit au travail, qu'ils ne prennent pas leurs distances.

Une chose encore que le peuple portugais ne voit pas avec de bons yeux: qu'est ce que cela veut dire de vouloir des écoles spéciales avec des professeurs spéciaux pour vos enfants? est ce qu'ils sont différents des nôtres? est ce que ce n'est pas là une forme spéciale de racisme?

Les exploités portugais qui luttent pour leur émancipation savent que les rapatriés n'ont que deux possibilités: ou ils se joignent à nous et nous pensons que beaucoup le feront, et dans ce cas ils seront reçus comme des frères de classe, unis dans la même lutte, où alors, ils se joignent volontairement ou involontairement aux fascistes (il y en a aussi qui l'ont déjà fait) et dans ce cas ils trouveront en nous le plus dur et le plus implacable des ennemis.

(VOZ DO POVO n° 56 - 25/8/75)

# 11. CONTRE LE COLONIALISME

## VIVE LE MOZAMBIQUE LIBRE ET INDEPENDANT

En ce 25 Juin, jour de la proclamation de l'indépendance du Mozambique, nous partageons la joie profonde du peuple mozambicain.

A tous les Mozambicains, à cette heure unique de leur histoire, nous envoyons nos salutations fraternelles et les plus sincères vœux de Paix et Prospérité.

Le processus de lutte qui a rendu possible la Libération Nationale et l'Indépendance, après 500 ans d'oppression coloniale, de misères et d'atrocités commises contre le peuple de Mozambique, est l'un des plus cohérents et radicaux de l'Histoire de l'Humanité.

Nous saluons donc l'avant-garde patriotique et révolutionnaire du peuple Mozambicain, le FRELIMO, qui a su conduire à la victoire cette lutte exemplaire et qui a aujourd'hui le soutien et la confiance incontestés des masses populaires, du Nord au Sud du Pays.

A l'heure de l'unité et de l'Indépendance, nous rappelons l'esprit et les principes de la lutte conduite par le FRELIMO, qui ont fait de la révolution Mozambicaine un exemple pour les peuples exploités et opprimés du monde entier.

En définissant à chaque moment, d'une manière rigoureuse et correcte, quel était l'ennemi qu'ils combattaient, la lutte ne s'est jamais trouvée être dirigée seulement contre le colonialisme portugais, mais a été et continue d'être dirigée également contre le capitalisme contre toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme.

La juste ligne politique du FRELIMO, épurée et trempée pendant les difficiles années de guérilla, en étroit contact avec les populations rurales du Nord, a été appliquée, dès le début et avec enthousiasme dans les zones libérées. On a créé de nouvelles relations de production de type collectif, on a lancé les bases d'un véritable pouvoir populaire, qui dans l'esprit des dirigeants doit s'étendre aujourd'hui à tout le territoire.

En comprenant que la lutte du peuple mozambicain ne pouvait être seulement militaire, contre le régime d'oppression colonialiste portugais, le FRELIMO a réuni le fusil avec la houe et le livre d'étude. Il a enseigné au peuple et il a appris avec lui. Il a su articuler de manière admirable la guérilla avec le peuple, à travers les aspects les plus essentiels de la vie humaine: la production, l'éducation et la santé.

Etudier - Produire - Combattre, telles sont les armes du FRELIMO et de tout le peuple du Mozambique qui vont être à partir d'aujourd'hui consacrées dans le symbole de la Patrie, le drapeau national.

### Période de transition

Pendant toute la période qui s'est écoulée des accords de Lusaka en Septembre dernier jusqu'au jour de l'Indépendance, le FRELIMO a démontré ses réelles capacités d'organisation et de travail de masses, et qu'il est bien la digne avant-garde du peuple.

Si on analyse, en résumé, le travail réalisé, il faut souligner l'intense campagne d'éclaircissement et de mentalisation politique dans les centres ruraux et urbains, dans les quartiers, les entreprises et les écoles.

L'aspect fondamental continue d'être la définition claire des ennemis du peuple et de la révolution, le rejet du racisme comme déformation grossière du concept de l'ennemi.

Cette mentalisation vise à faire comprendre aux populations, jusqu'ici maintenues dans l'exploitation et l'ignorance, quels sont les objectifs du FRELIMO et l'importance du rôle que ces populations auront dans la construction de leur pays. C'est un appel à la responsabilité individuelle et collective, au travail dévoué, à l'intelligence et à l'esprit créateur, jusqu'alors endormis.

Les militants ont commencé aussi le combat contre les vices fomentés et choyés par le colonialisme, comme le vagabondage, l'alcoolisme et la prostitution. Ces personnes sont orientées vers des travaux productifs, à l'extérieur des villes, dans les zones d'exploitation agricole. Les maisons de prostitution ont été fermées.

Un autre aspect véritablement important et révélateur de la justesse des positions du FRELIMO, a été le traitement accordé aux traîtres au Parti et à la révolution. Ces éléments sont jugés en tribunal populaire et placés sous la vigilance du peuple, ils sont régénérés par le travail productif. Leurs autocritiques sont, en plus de leur valeur en elles mêmes, un exemple de valeur pour le peuple, qui grâce à elles comprend clairement qui sont les ennemis de la révolution et quelles sont leurs pratiques et ruses.

#### Le Mozambique Indépendant

Avec la proclamation de l'Indépendance est donc atteint le premier et principal objectif du FRELIMO: la liquidation du colonialisme et la libération nationale.

Cette grande victoire, durement conquise au bout de dix années de guerre et le soutien ferme du peuple à son avant-garde organisée, sont une incitation et une garantie pour que le nouveau gouvernement se lance avec enthousiasme dans la construction du pays.

Mais pour qu'on ne pense pas que la lutte est terminée le FRELIMO dit constamment: LA LUTTE CONTINUE!

Cela veut dire que presque tout est encore à faire. Récemment le camarade Président Samora Machel a dit que les premières préoccupations du gouvernement seront: alimenter ceux qui ont faim, habiller les nus et soigner et guérir les malades!

Cela démontre que le bien être du peuple est au dessus de tous les intérêts. Une fois assurées les conditions minimales d'existence, le peuple tout entier sera appelé à collaborer à la production, principalement dans l'Agriculture. La production collective sera une arme politique pour la construction de l'indépendance nationale.

Samora Machel dans un meeting qui s'est réalisé il y a peu à Inhambane, a affirmé la disposition du gouvernement d'en finir avec la propriété privée des terres. Il a dit: "La Terre appartiendra au peuple. Ici, il y n'y aura pas propriété privée, ni vente de terres. Vous pensez que le FRELIMO a fait une guerre de dix ans pour donner la terre à des grands propriétaires, nous mourrons pour le peuple. Nos armes sont les armes du peuple, pour défendre le peuple, le soldat du FRELIMO c'est le peuple."

Dans une autre meeting un commissaire politique du FRELIMO a affirmé "Nous luttons tous en tant qu'opprimés. Nous luttons contre l'exploitation coloniale et impérialiste. Indépendance signifie prise du pouvoir par le peuple".

Ces affirmations et beaucoup d'autres qui ont été faites dernièrement par des dirigeants et responsables du FRELIMO, nous permettent de conclure que le gouvernement du Mozambique indépendant sera emminemment po-

pulaire et progressiste. Sur le plan externe il suivra une politique de non alignement et d'indépendance par rapport aux deux blocs impérialistes. Les sanctions prévues par l'ONU contre les deux régimes racistes d'Afrique du Sud et de Rhodésie seront adoptés par le Mozambique, qui considère que ses principaux alliés sont les peuples exploités et opprimés du monde entier, les pays de régime socialiste et les organisations progressistes des pays capitalistes. Le nouveau pays adoptera une politique de paix, anti-impérialiste et anti-expansionniste, comme l'a précisé Samora Machel.

Pour que tous ces justes objectifs deviennent des réalités, une grande vigilance et une lutte constante pour la défense des principes définis et la construction d'une société nouvelle, seront nécessaires, de la part du peuple, orientés par ses dirigeants.

Nous terminons avec ces mots du Président Samora Machel: "je vivrai pour consolider la révolution. Je vivrai pour fortifier l'économie de mon pays sur des bases nouvelles. Une économie au service du peuple. Je vivrai 80 ans!"

(Extrait de VOZ DO POVO Nº 47 - 24/6/75)

ooo0ooo

#### ANGOLA : NON A L'ENGAGEMENT PORTUGAIS DANS LA GUERRE !

Tous les jours la presse et la radio nous donnent des nouvelles des incidents armés en Angola, partout on parle de guerre civile et on dit que le pays chemine vers une division en trois parties.

Sur la situation qui existe en Angola, toutes les forces politiques portugaises se sont prononcées, et même le MFA, par l'intermédiaire de la 5ème division; ce que toutes ces positions ont en commun c'est le soutien inconditionnel donné à l'un des mouvements, sous prétexte qu'il est le plus progressiste.

Une fois de plus l'UDP se refuse à faire partie de ce chœur, car elle considère que soutenir l'un des mouvements c'est s'ingérer dans les affaires internes d'un autre pays, c'est du paternalisme de grande puissance.

En Angola, il existe trois mouvements de libération qui se sont reconnus mutuellement dans plusieurs sommets comme légitimes représentants du peuple angolais et qui en tant que tels ont négocié avec le Portugal comment devait se faire le processus de décolonisation.

La position de tous ceux qui affirment qu'il n'y a qu'un mouvement de libération se traduit dans la pratique par une attitude semblable à celle de Spínola qui dans ses manoeuvres néocoloniales ne reconnaissait qu'un mouvement.

Au Portugal il y a même des gens qui défendent l'intervention militaire de l'armée portugaise aux côtés de l'un des mouvements pour garantir l'application des accords d'Alvor. Or, au moment où les mouvements de libération ont à nouveau décidé de prendre les armes, en rejetant tous les accords, les invoquer c'est justifier l'engagement portugais.

L'Angola est encore un pays occupé et défendre l'intervention de l'armée occupante que ce soit au nom du maintien de l'intégrité du territoire, que ce soit au nom d'"éviter le délabrement économique", c'est non seulement empêcher que le peuple angolais décide

de son avenir, mais c'est une attitude d'impérialistes !!

Le peuple angolais a déjà démontré sa détermination d'avancer vers la liberté pour laquelle il a lutté pendant treize ans contre l'opresseur colonial. Il a aujourd'hui de nouvelles luttes à mener et il ne nous revient pas à nous, révolutionnaires portugais, de lui indiquer la voie; au contraire, nous devons avoir confiance dans le peuple angolais et dans sa capacité de lutte, parce qu'il saura tracer son destin.

C'est devant cette situation que nous disons : l'armée portugaise dont la présence en Angola ne se justifiait qu'à la lumière des accords doit revenir immédiatement. On doit assurer des moyens de transport à tous les portugais qui veulent revenir.

A tous ceux qui affirment que les Portugais ont un rôle important à jouer en Angola, nous répondons que le peuple portugais ne permettra plus qu'en son nom on exploite d'autres peuples. Le futur de l'Angola appartient au peuple angolais et à lui seul.

Nous exigeons le retrait des soldats portugais!

Vive la lutte du peuple angolais contre l'impérialisme et le néocolonialisme !

(VOZ DO POVO n° 50 - 19/8/75)

oooOooo

"Nous avons engagé le combat avec une poignée d'hommes et nous n'avions rien à cette époque... Maintenant nous avons avec nous un peuple entier, et c'est là le capital le plus précieux."

SAMORA MACHEL

Président de la République  
Populaire du Mozambique

oooOooo

"Sont erronnés tous les points de vue qui surestiment la force de l'ennemi et sous-estiment la force du peuple."

Mao tse Toung

oooOooo

## 12 L'UDP A L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE



### LA CONSTITUTION DU FAUX PARTI COMMUNISTE ET DE SON ADEPTE LE MDP/CDE

( Intervention à l'Assemblée Constituante  
le 10/7/75 )

Le faux parti communiste présente une constitution qui commence, dans le préambule en quatre points, par ne pas reconnaître comme facteur décisif de la chute de la dictature fasciste, la lutte armée victorieuse des peuples des colonies et leur victoire conquise en 13 ans de guerre populaire de libération. Cette position est d'ailleurs celle du MDP/CDE qui intervertit les questions et affirme "le processus de décolonisation, qui a commencé tout de suite a déjà reconnu aux peuples des colonies le droit à l'indépendance pour lequel ils ont toujours lutté "en niant de cette manière que ce sont les peuples des colonies qui par leurs luttes ont conquis leur indépendance, et en prenant une position paternaliste comme quoi c'est nous qui leur donnons "accès à l'indépendance". Le MDP en refusant d'attribuer la chute du fascisme à la défaite de la bourgeoisie colonialiste dans les colonies, en vient à considérer que le fascisme est abattu. Voilà peut être pourquoi les constitutions du MDP et du Parti soi-disant communiste ne prennent pas des positions clairement antifascistes, puisque le MDP se propose de

combattre des vestiges du fascisme". Il serait temps de se demander si le MDP considère le CDS comme un vestige du fascisme.

Mais j'en reviens au préambule du parti qui se dit communiste, et j'aimerais souligner que si on y parle 6 fois de l'alliance "peuple et pays", on se réfère une seule fois à l'alliance "ouvriers et paysans" qui est la véritable force et le moteur de toute révolution. D'ailleurs, tout au long de la constitution on ne mentionne qu'une seule fois de façon explicite la classe ouvrière, et jamais les paysans pauvres. Le Parti de Monsieur Cunhal, qui a si souvent parlé des caciques qui dans le Nord de notre pays ont opprimé le peuple et qui sont manœuvrés par le CDS et le PPD, "oublie" une fois de plus de parler des paysans pauvres dans sa constitution. Nous disons qu'il oublie une fois de plus de parler de l'alliance ouvrière-paysanne ne date pas d'aujourd'hui mais d'il y a une dizaine d'années. Il vient de l'époque où Monsieur Cunhal et ses partisans, en trahissant le peuple portugais, ont choisi de remplacer cette alliance par l'alliance avec la bourgeoisie.

Ce parti se prononce néanmoins pour la Réforme Agraire, et demande l'expropriation des latifundia et des grandes exploitations capitalistes. Ce dont on ne parle déjà plus, c'est de l'expropriation du bétail, des machines, et encore moins qu'elles soient faites sans aucune indemnisation, et on se refuse à reprendre cette aspiration révolutionnaire des travailleurs et des paysans, en la laissant aux bons soins du Gouvernement. D'ailleurs sur cette question des indemnisations, ils en sont tous au même point, sauf le MDP/CDE. Mais sa réforme agraire est laissée aux bons soins de l'état, et l'on retire aux travailleurs de la campagne l'initiative de l'effectuer d'après les décisions de leurs assemblées plénières.

D'ailleurs l'assemblée du MFA elle même, dans sa dernière réunion va beaucoup plus loin que la position de ces partis, et elle décide que l'application de la Réforme Agraire" devra être scrupuleusement contrôlée par les masses travailleuses rurales organisées".

Et que propose ce Parti quant à la lutte des masses populaires contre le fascisme?

Est-ce que par hasard il proposerait que tous les responsables de l'Etat fasciste et les organisations terroristes, ou impliqués dans des coups d'état, soient privés de leurs droits politiques?

Est-ce que par hasard il proposerait le jugement révolutionnaire des Pides? Non. Il propose seulement que la loi qui va les incriminer soit rétroactive. Est-ce que il propose l'interdiction des Partis, des organisations, des réunions, des manifestations ou rassemblements de fascistes, l'interdiction de la presse fasciste et de l'utilisation par les fascistes des organes d'information?

Et l'extinction de la PSP et GNR en tant que forces de répression du peuple, comme l'ont montré les tentatives de coups fascistes? Pas plus! Il est suivi par le MDP/CD qui essaie "d'empêcher les groupes de pression contre-révolutionnaires de manipuler et de fausser les moyens de communication sociale". Nous sommes tenté de proposer au MDP qu'au lieu de cette rédaction il propose purement et simplement l'interdiction de ces groupes de "pression contre-révolutionnaire", à moins évidemment que ce soit gauchiste et que ça fasse le jeu de la réaction!

Ces messieurs les députés et leurs partis ont oublié purement et simplement dans leurs constitutions de retirer en fait les libertés aux fascistes. Certainement que ces messieurs les députés du CDS leur seront très reconnaissants.

Gardons bien les yeux sur les ennemis du peuple. Regardons en face l'impérialisme et la lutte décisive du peuple portugais pour l'indépendance nationale, la trahison et la lâcheté du Parti de Monsieur Cunhal sur cette question sautent aux yeux.

Pas même une fois il ne revendique dans sa Constitution la nationalisation des capitaux impérialistes, et encore moins la fin des traités militaires comme l'OTAN. Peut-être serait-il bon que ces messieurs se rappellent les anciens Avante (organe du PCP) du temps de José Gregorio, Alex, et même quelques uns des numéros suivants.

Quand dans l'article 11 il parle du "droit du peuple portugais à décider librement de sa destinée, en se libérant progressivement des dépendances politiques économiques et financières" c'est pour dans le point suivant affirmer que "Le Portugal respectera ses engagements internationaux sans préjudice au droit du peuple portugais à voir respecter les principes précédents". C'est-à-dire qu'on parle verbalement d'une politique intransigeante d'Indépendance Nationale, pour ensuite transiger à plein devant l'impérialisme. La politique de ce Parti ne nous étonne pas. C'est que quand ils parlent d'expulser les américains, ils veulent faire rentrer un autre patron, le social-impérialisme russe. Voilà pourquoi ils sont incapables de soulever l'unique force capable d'expulser l'impérialisme américain, l'énergie révolutionnaire des masses populaires, qui dans leur lutte apprendraient à chasser tout impérialisme qui voudrait mettre la main sur le Portugal. Sur cette question le MDP/CDE adopte précisément la même position et bien qu'il veuille faire disparaître la "honte de la domination étrangère", il respecte cette domination étrangère", c'est à dire il "respecte les engagements internationaux qui ont été pris".

En peu de mots, le parti dit communiste et le MDP veulent construire un "socialisme" original, un "socialisme" avec l'Impérialisme parmi nous, un "socialisme" sans écraser définitivement le fascisme, un "socialisme" où la réforme agraire s'édicte dans les bureaux. Quant à ce socialisme original, nous disons purement et simplement que c'est une farce, et qu'il ne sert qu'à changer la forme de la domination bourgeoise sur le peuple portugais.

ooo 0 ooo

#### LA CONSTITUTION DES FAUX SOCIALISTES DU PS

(Intervention du 10/7/75)

Les trois partis CDS, PPD, et PS proposent le soi-disant pluralisme politique pour le socialisme ; cette position du PS le pousse à ne rien présenter de concret et de précis pour combattre le fascisme, seulement une vague référence à l'interdiction de la diffusion d'idées fascistes. Nous savons bien ce que cela signifie en pratique pour le PS qui en se retranchant derrière son "pluralisme salutaire" pendant la dernière session de cette assemblée, a dans un large esprit démocratique voté contre le fait de saluer la décision de milliers d'ouvriers et de travailleurs qui proposaient la dissolution du CDS. Ces positions montrent mieux que de longs discours, jusqu'où va son antifascisme.

Le PS est d'ailleurs caractérisé par le caractère "sonore" de ses déclarations. Ainsi dans le point 4 le voilà qui fait une déclaration d'Indépendance Nationale, pour dire juste après dans l'article 8 que la République Portugaise "ne souffre sur le plan interne que des limitations qui sont dûes aux traités internationaux" ce qui signifie le

maintien du Portugal dans l'OTAN et le maintien des bases étrangères par ailleurs on ne dit rien d'autre sur l'Indépendance Nationale Intransigeante" en ignorant le capital étranger qui domine des secteurs entiers de notre économie. Le problème, c'est que le soi-disant Parti Socialiste, a peur du social impérialisme russe et ne voit pas d'autre issue que de se réfugier dans les jupes de l'impérialisme américain, une politique qui peut amener une situation désastreuse pour le peuple portugais. La position de l'UDP dans ce domaine c'est l'expulsion de l'impérialisme américain, en s'appuyant sur l'initiative des masses travailleuses, en s'alliant aux pays du Tiers Monde, qui ont la République populaire de Chine et d'Albanie à leur tête, et en s'opposant de front à l'entrée du social-impérialisme.

Il convient de souligner que dans le projet de constitution du PS on ne reconnaît pas le droit à la réforme agraire, suivant le principe " la terre à celui qui la travaille", mais uniquement "le transfert de la terre à ceux qui la travaillent", en passant aussi complètement sous silence l'expropriation des latifundia sans aucune indemnités.

Quant aux impôts qui pressurent les paysans le parti dit socialiste n'en dit pas un mot, bien qu'il prévoit que "créer de nouveaux impôts" sera de la compétence de la future Assemblée Législative. Cette constitution ne stipule pratiquement rien quant à l'expropriation du grand Capital ni des grandes coopératives capitalistes, et se limite à soutenir en fait les nationalisations déjà faites. Pour nous il n'y a pas de socialisme ni de liberté pour les partis fascistes, ni de réforme agraire radicale sans exproprier les latifundia, la terre revenant à qui la travaille; pour nous il n'y a pas de socialisme avec l'impérialisme parmi nous.

La constitution du PS est la défense la plus claire d'une démocratie bourgeoise qui signifie toujours une forme plus subtile de dictature bourgeoise. C'est qu'il n'existe pas de démocratie pour le peuple s'il n'y a pas dictature pour ses ennemis, sur les bourgeois et réactionnaires qui se refusent à servir ses positions. Ceux qui sont contre les dictatures dans l'abstrait en finissent forcément par défendre la dictature de la bourgeoisie.

000 0 000

#### L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE ? REFUGE DES FASCISTES (Intervention du 16/6/75 )

Avec ces votes secrets qu'ils autorisent, ces messieurs les députés veulent retirer au peuple portugais la liberté de juger les partis sur les positions qu'ils prennent.

Par exemple, si cette assemblée doit se prononcer sur le mandat d'un député, pour sa mise en cause dans les actes fascistes, le règlement proposé oblige à ce que le vote soit secret. Et alors comment le peuple saura à qui demander des comptes sur les votes en sa faveur.

Mais ce qui est encore plus grave c'est que l'article 9 du projet empêche que les députés soient trainés dans un tribunal si l'Assemblée ne l'autorise pas, et que cette autorisation en plus devra être obtenue en vote secret. Nous posons la question : si l'on arrive à prouver qu'un député ici présent a été inculpé dans une tentative de coup d'état fasciste, ou qu'il prenne dans le futur des attitudes criminelles et fascistes contre le peuple, est ce que c'est cette

Assemblée qui va autoriser son arrestation en vote secret?

Ceci n'est pas sans fondement. Si nous nous rappelons bien de ce qu'a répondu le député Galvao de Melo (CDS) dans une interview au journal Pueblo, quand on lui a demandé s'il pourrait être "la tête d'un contre-coup d'Etat", il a répondu que "si un jour cela était nécessaire, oui il pourrait en être la tête et même le corps."

On veut donc empêcher le peuple de faire justice à ses ennemis. Nous ne pouvons pas être d'accord avec cette position et nous la dénonçons dès maintenant.

#### Une "question d'actualité"

C'est avec une profonde indignation que le peuple portugais a appris que 38 Tortionnaires de la PIDE ont fui de la prison d'Alcoentre. Le peuple ne croit pas, et il a raison, que les pides aient pu s'enfuir sans complicités. Les portes d'Alcoentre n'ont pas été ouvertes par une main mais par plusieurs. Les portes d'Alcoentre n'ont pas été ouvertes le 29 Juin, mais elles sont ouvertes depuis longtemps et le peuple a lutté contre dès la première heure. La lutte a commencé quand le député Galvao de Melo appartenait à la Commission d'Extinction de la PIDE, ce qui lui a valu le titre d'"ami des pides" par la manière dont il les traitait, et ce qui a poussé le peuple à demander son expulsion de cette commission. Par la suite la Commission d'Extinction a été dirigée par le Lieutenant Judas.

Ce monsieur ne s'est pas importuné de voir les pides faire du Karaté, être à l'aise, faire des revendications. Sa préoccupation a été contre les antifascistes qu'il a expulsés de la commission en utilisant toutes sortes d'arguments, comme refuser un individu qui défendait les conseils révolutionnaires et collait leurs affiches. Les positions qu'il a assumées ont entraîné l'éloignement des lieutenants Sá Leal,omé et Guerra, et la démission du major Vargas et de tous les travailleurs civils de Caxias, à l'exception des militants et sympathisants du Parti dit communiste.

Tout cela a été dénoncé par les antifascistes, spécialement par l'Association des Ex Prisonniers Politiques Antifascistes (AEPPA). Souvent aussi le peuple et diverses organisations ont alerté contre la douceur du traitement appliqué à ces canailles et leur libération répugnante. Ce qui se passe en vérité c'est que le gouvernement et les autres centres de décision sont à genoux devant les ennemis du peuple. Et aussi que quand on a peur de lutter contre l'impérialisme en défense de notre indépendance, on n'a pas le droit de juger ceux qui le soutiennent.

Voilà pourquoi se dresse une grande manifestation convoquée par la Commission de Travailleurs de la Sidérurgie Nationale. L'UDP a déjà soutenu cette manifestation en déclarant: "En avant contre les mesures anti-populaires du gouvernement, comme la libération des pides, la non-interdiction du CDS et PDC, la hausse du coût de la vie, l'augmentation des tarifs de chemins de fer. Soutenons la manifestation que les travailleurs de la Sidérurgie Nationale ont décidé en Assemblée Pleinière".

C'est donc parce qu'est entièrement juste la grande manifestation unitaire de travailleurs qui exige "le démantèlement des partis fascistes CDS et PDC que nous proposons que cette Assemblée salue la manifestation unitaire convoquée par les travailleurs de la Sidérurgie Nationale:

- 1) Contre les conditions libérales de détention des pides qui est à l'origine de leur fuite;
- 2) Jugement immédiat et public de tous les pides;
- 3) Soutien aux forces progressistes du MFA.

HORS DE LA CONSTITUANTE LE FASCISTE GALVAO DE MELO! EN PRISON!

(Intervention du camarade député Américo Duarte à l'Assemblée Constituante, le 19 Août en réponse aux attaques honteuses des fascistes l'accusant d'avoir appartenu à la Pide)

Face aux provocations faites ici-même par le fasciste Galvao de Melo, contre les positions défendues par l'UDP à cette Assemblée Constituante, je tiens à dire que je ne viens pas me défendre mais accuser.

Ce n'est pas à des fascistes ou à des réactionnaires que je reconnais le pouvoir de me juger. Seule la classe ouvrière à laquelle j'appartiens et le peuple travailleur de ce pays pourront juger mes attitudes, mes actes et si, de fait, j'ai ou non défendu leurs intérêts.

Par conséquent, la défense que je veux présenter est une attaque claire et objective au fasciste Galvao de Melo.

La présidence de cette Assemblée Constituante a accepté avec la meilleure "sainte" volonté la requête de ce monsieur. Pourtant, nous-mêmes, dès la première séance de cette Assemblée, avons demandé l'ouverture d'une enquête sur les liaisons de ce monsieur avec des actes fascistes.

Nous savons que ce monsieur, lorsqu'il faisait partie de la Commission d'Extinction de la Pide/DGS, a suspendu tous les mandats d'arrêt contre les informateurs de la Pide. Moi-même en tant qu'élément élu par les ouvriers de Lisnave en Assemblée Générale à la Commission d'épuration, je sais bien toutes les difficultés que ce monsieur nous creait quand nous allions livrer des pides à Caxias.

Il suffit de donner trois exemples concrets: les cas de Rosa de Lisnave, de Ferrao de Setenave et de l'individu qu'appartenait au Mouvement de la Jeunesse Travailleuse. Dans tous ces cas prouvés et dans bien d'autres, la Commission d'Extinction que ce monsieur dirigeait ne voulait pas que ces pides soient incarcérés à la prison de Caxias.

Nous savons que lorsque les pides se sont revoltés au Pénitencier, avant le 28 Septembre, ils ont exigé la présence de ce fasciste, comme interlocuteur de confiance.

Nous savons que dans le rapport sur le 28 Septembre, le fasciste Galvao de Melo est cité comme ayant pris part aux manoeuvres qui ont précodé les événements, notamment par la lecture de la "lettre d'un portugais" à caractère fasciste et par les déclarations de ce monsieur au Brésil dans lesquelles le 25 Avril était comparé au coup d'Etat fasciste du Brésil.

Nous savons que ce monsieur a été impliqué dans le coup d'Etat du 11 Mars puisqu'il y a même eu un mandat d'arrêt lancé contre lui. Plus tard, miraculeusement, il apparait blanchi de tout comme s'il n'avait rien eu à voir là-dedans et qu'il était simplement dans un hotel à Viseu.

D'ailleurs, le 28 Septembre également ce monsieur a été appréhendé à l'Hotel Sheraton appartenant à l'ITT commandée par la CIA.

Nous savons que dans l'interview que ce monsieur a donné au Journal "Pueblo" il parle ainsi de sa participation possible à un coup d'etat: "Si un jour cela était nécessaire, oui je pourrais en être la tête et même le corps. Pour l'instant, je n'en vois pas l'utilité, l'attitude la plus correcte est de patienter de pied ferme, décidés, unis jusqu'aux élections. Attendre les résultats et ensuite si la véritable

volonté du peuple portugais n'est pas respectée, il faudra faire quelque chose". On peut se demander si nous en sommes arrivés au moment où Galvao de Melo veut faire quelque chose. D'ailleurs au cours d'une interview à l'hebdomadaire espagnol "Mundo" contrôlé par l'Opus Dei, ce monsieur dit qu'il "est capable de préférer la guerre civile", il affirme que le coup d'Etat du 11 Mars a été fomenté par l'extrême gauche. Ce fasciste a voulu dire par là que la mort du soldat du RAL1 est un mensonge et a voulu, bien entendu, couvrir et excuser le colonialiste Spínola et Sanches Osorio. Après cela, monsieur Galvao de Melo, vient faire des insinuations provocatrices, et bien pire encore, lisons plutôt une nouvelle parue dans "Republica" du 16.8.75:

"Alors qu'il se faisait bronzer à la piscine de l'Hotel Atlantico, le général Galvao de Melo, en présence de Jaime Neves et d'autres témoins a déclaré pouvoir prouver ses affirmations proférées à l'Assemblée Constituante à propos du député de l'UDP, Américo Duarte, car il possède une copie des archives de l'ex-Pide/DGS conservée dans 2 ambassades étrangères, dont celle d'Allemagne".

Selon cette nouvelle de "Republica" ce monsieur, en plus de toutes ses actions fascistes, a volé des documents qui appartiennent à l'Etat Portugais.

Ce monsieur, n'a parlé que mercredi dernier, après s'être tû pendant 2 mois. Cela veut dire que ses chefs l'ont fait intervenir pour qu'il se manifeste en ce moment où les fascistes relèvent la tête, commettent des actes terroristes et veulent en finir avec les conquêtes obtenues par le peuple portugais.

Les fascistes agissent aujourd'hui au Portugal pour que nous revenions au 24 Avril.

Nous alertons les masses populaires pour que nous ne nous laissions pas diviser par les ennemis du peuple, pour que nous avançons contre le fascisme, en criant bien fort:

MORT AU FASCISME ET A CEUX QUI LE SOUTIENNENT!

\*\*\*\*\*

Dans l'émigration, des travailleurs portugais ont également rédigé une motion de soutien qui a été signée par environ 300 anti-fascistes:

MOTION ADRESSEE AU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

Nous travailleurs portugais émigrés dans cette Europe capitaliste, victimes directes de l'exploitation effrénée des puissances impérialistes et de leurs laquais portugais, affirmons à monsieur Galvao de Melo que nous n'admettons pas de provocations contre notre camarade Américo Duarte, député de l'UDP.

Nous n'admettons pas que soient lancées des calomnies contre l'unique défenseur, dans cette Assemblée Constituante, des intérêts de tous les exploités et opprimés de notre pays.

Que "l'ami des pides" sache bien que nous sommes fermement solidaires de notre camarade Américo qui par le passé a également été émigré en France.

Que le fasciste et assassin Galvao de Melo sache bien que notre camarade a été et continue d'être un combattant anti-fasciste exemplaire et que nous l'accompagnerons avec détermination, en luttant pour un Portugal d'où nous n'aurons plus besoin d'émigrer!

.../...

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

.../...

Nous travailleurs portugais émigrés savons bien qui est Galvao de Melo et il peut être sûr qu'au cours de cette lutte pour écra-ser le fascisme, nous n'oublierons pas de le faire émigrer, mais cette fois il n'y aura plus d'autre Brésil.

Nous travailleurs français et d'autres nationalités, sommes soli-daires de la lutte du peuple portugais et du camarade Américo Duarte.

Paris le 2 Septembre 1975

\*\*\*\*\*

(Il convient de souligner que le MRPP a fait le plus large écho des calomnies de Galvao de Melo que la presse fasciste elle-même, en montrant bien quel est aujourd'hui son rôle de soutien à l'offensive fasciste et de division du mouvement anti-fasciste).

ooo0ooo

LITERATURE ET ART AU SERVICE DE LA REVOLUTION (cont; de la page 34)

"Notre objectif est de garantir que la littérature et l'Art s'in-tegrent comme une pièce de l'ensemble de la machine de la Révolution qu'ils fonctionnent comme une arme puissante pour unir et éduquer le peuple, pour attaquer et détruire l'ennemi, et qu'ils aident le peuple à combattre l'ennemi d'un seul sentiment et d'une seule volonté".

Au Portugal les disques du GAC sont diffusés au prix de 40 escudos par la cooperative d'Action Culturelle - Apartado 1298 - Lisboa 1

En France on peut les obtenir au prix de 9F en s'adressant au JORNAL PORTUGUES.

ooo0ooo

UN TRIBUNAL POPULAIRE A LIBERE JOSE DIOGO (cont. de la page 27)

Quant les masses populaires montrent leur détermination et passent à l'offensive il n'y a rien qui puisse les arrêter.

Encadrés dans les Assemblées Populaires, les Tribunaux du Peuple seront une arme puissante contre le fascisme, contre la bourgeoisie, pour la démocratie populaire.

Mort au fascisme, justice populaire!

(Sur l'affaire elle-même pour laquelle était inculpé José Diogo, nous ne pouvons que renvoyer à l'excellent article de Jean Car-donel dans "Le Monde" du 2.9.75)



# PROJET DE CONSTITUTION DE L'UDP



## PRESENTATION

Le projet de Constitution de l'UDP a le caractère d'un programme immédiat de lutte, qui tout en consacrant les conquêtes déjà réalisées par les masses populaires, comme les libertés pour le peuple de réunion, d'association, de manifestation, etc.. définit les plus profondes aspirations du peuple portugais, qui se sont manifestées dans tant de luttes, comme l'écrasement total du fauve fasciste, la nationalisation de tout le grand capital et des capitaux impérialistes, l'interdiction des bases étrangères dans notre pays, etc...

C'est dans ce sens que la proposition de l'UDP résume les questions générales en 44 articles, basés sur le principe du maximum de liberté d'organisation et d'initiative révolutionnaire des masses populaires qui décideront des résolutions à adopter face à chaque problème concret.

Présenter un projet de Constitution avec cent et quelques articles, comme tous les autres partis l'ont fait, c'est vouloir légiférer sur tout, c'est vouloir empêcher de cette manière l'initiative révolutionnaire des masses. Les constitutions seront autant dépassées par la lutte du peuple que l'a été la loi sur la grève par les luttes des travailleurs, qui ont purement et simplement appliqué les décisions de leurs assemblées, sans se préoccuper de savoir si la loi le permettait ou non.

Le projet de l'UDP ne se prononce pas directement sur les organes de pouvoir et de souveraineté, puisque ceux-ci sont définis dans le pacte du MFA avec les partis politiques, pacte auquel a souscrit la majorité de cette assemblée. Les organes de pouvoir sont donc déjà définis et présenter des projets sur la question n'a aucun sens.

L'UDP n'a pas signé le pacte avec le MFA, au nom d'un autre pacte qui la lie aux masses populaires, et qui lui enjoint de lutter à leurs côtés pour la conquête d'un Etat Démocratique Populaire.

L'UDP ne signerait pas un pacte qui reconnaît un parti fasciste

comme le CDS, et qui lui permet aujourd'hui de s'associer dans l'Assemblée Constituante.

Camarades,

En présentant notre projet de Constitution, nous le soumettons à la discussion des masses populaires, pour qu'il soit possible de présenter pendant la durée des travaux de l'Assemblée Constituante toutes les altérations, amendements et ajouts qui seraient proposés par des réunions de travailleurs.

Faisons des réunions de travailleurs pour discuter le projet de Constitution!

Faisons de notre camarade député le porte-parole dans l'Assemblée des revendications, problèmes et aspirations concrètes de tous les travailleurs exploités, de tout le peuple, en envoyant au siège de l'UDP ou au Cabinet de l'UDP à l'Assemblée toutes les propositions que vous pensez justes de présenter.

Vive la démocratie populaire!

Vive le socialisme!

#### PREAMBULE

1. Au Portugal s'est ouverte une nouvelle phase d'avancée du Mouvement Populaire grâce à la victoire des peuples des colonies sur l'Etat fasciste portugais, conquise après treize ans de guerre populaire.

A la défaite du fascisme a contribué en second lieu, la lutte de la classe ouvrière et des masses populaires du Portugal, qui ont toujours résisté à l'oppression fasciste et à l'exploitation capitaliste de toutes les manières.

La chute finale du fascisme abattu par les officiers progressistes du MFA a créé un processus de transformations révolutionnaires qui depuis le 25 Avril n'ont pas cessé d'avancer parce que le peuple ne veut déjà plus vivre comme avant et que la bourgeoisie ne peut déjà plus gouverner comme dans le passé. La lutte de la classe ouvrière et des masses travailleuses pour le pain, la paix, la terre, la liberté et l'indépendance nationale a été mise à l'ordre du jour.

2. Les 48 de fascisme ont lancé notre pays dans une profonde crise économique, politique et sociale, dont la solution exige des transformations radicales selon les plus profondes aspirations des masses travailleuses.

A cette crise, le gouvernement a répondu d'une manière hésitante prenant des mesures progressistes quand le mouvement de masses l'y poussait. C'est seulement de cette manière que l'on peut comprendre qu'il prenne des mesures anti-fascistes et progressistes comme les nationalisations, l'arrestation des conspirateurs et saboteurs, mais aussi des mesures anti-populaires comme la loi de grève et la loi contre les occupations qui entravent les initiatives révolutionnaires des masses.

Le développement du processus au Portugal et l'expérience historique mondiale nous montrent que la force motrice des transformations révolutionnaires est la classe ouvrière. Seule la classe

ouvrière à la tête d'un large mouvement des masses populaires, basé sur l'alliance des ouvriers et des paysans, peut assurer la progression des conquêtes révolutionnaires du peuple, en poussant la lutte contre le fascisme jusqu'à ses ultimes conséquences, et en prenant en main la lutte pour l'indépendance nationale et pour les plus larges libertés pour le peuple auxquelles les masses populaires aspirent très justement.

Pour cela, il est nécessaire d'assurer l'existence des plus larges libertés d'organisation et d'initiative révolutionnaire des masses populaires.

3. Après la chute du fascisme, la tâche fondamentale de tous les exploités et opprimés, de tous les vrais patriotes et anti-fascistes de notre pays, c'est la lutte pour l'indépendance nationale.

La lutte entre les deux superpuissances est de plus en plus aigue, elles cherchent à coloniser économiquement notre pays et à le dominer politiquement vu son importance stratégique comme porte pour l'Atlantique et la Méditerranée. Depuis le 25 Avril, les deux superpuissances n'ont pas cessé d'intriguer, de préparer des complots, de menacer d'invasion, de faire un boycott économique ou de proposer son "aide" intéressée, en cherchant à soumettre le peuple portugais à leurs objectifs impérialistes.

La marche en avant dans une voie révolutionnaire passe par une politique de lutte pour l'indépendance nationale. Le peuple portugais doit s'unir dans un front unique anti-impérialiste qui soit une barrière insurmontable pour les ennemis extérieurs et il doit s'allier avec les peuples du Tiers Monde qui s'opposent de front aux super-grands.

4. On ne peut pas repousser plus longtemps l'écrasement complet du fascisme et de ses principaux supports, le grand capital et les latifundiaires. Bien qu'ils soient affaiblis par les mesures anti-monopolistes des nationalisations, ces ennemis mortels du peuple sont loin d'être détruits, et, soutenus par l'impérialisme américain ils se reorganisent et préparent un coup fasciste.

La coexistence et la tolérance avec les fascistes c'est un suicide. Il est nécessaire de couper définitivement la tête aux fascistes avec des mesures révolutionnaires comme la dissolution des partis fascistes, le jugement des pides dans un tribunal révolutionnaire populaire et une politique de dure répression de toutes les activités fascistes. Il est aussi nécessaire d'arracher tout le pouvoir économique que le grand capital et les latifundiaires ont encore, en avançant dans une politique hardie de nationalisations sans indemnisations, en nationalisant tous les biens du peuple qui sont dans les mains impérialistes, et en réalisant une réforme agraire radicale, en suivant la ligne que les paysans ont déjà commencé à tracer avec les occupations de terres.

5. En accord avec la présente situation qui se radicalise constamment avec la montée des luttes des masses populaires, cette Constitution a le caractère d'un programme immédiat de lutte et est clairement transitoire, devant être révoquée dès que le processus révolutionnaire la dépassera, et que le peuple l'exigera.

Cette Constitution garantit dans la loi la répression sévère des ennemis internes et externes du peuple, elle établit les plus larges libertés d'organisation et d'initiative révolutionnaire des masses populaires et assure une politique intransigeante de défense de l'indépendance nationale.

L'essentiel dans cette Constitution est dans la consécration de l'initiative des masses populaires ayant la classe ouvrière à leur tête, comme étant la manière fondamentale de tracer la voie que nous devons suivre.

## PRINCIPES GENERAUX

### ARTICLE 1 - TERRITOIRE

Le territoire de la République Portugaise est constitué par le territoire continental, en Europe, par les îles des Açores et de Madère, et par les eaux territoriales avec une extension de deux cents miles.

### ARTICLE 2 - CARACTERE DE LA REPUBLIQUE

La République Portugaise est un Etat Démocratique qui assure les plus larges libertés pour le peuple. Le moteur fondamental de la marche en avant de la lutte révolutionnaire est l'alliance ouvrière-paysanne, qui est la base du vaste courant populaire révolutionnaire des masses travailleuses, sous la direction de la classe ouvrière.

La République Portugaise expropriera le capital monopoliste et latifondiaire, en orientant sa politique économique dans le sens de transformer le Portugal de peuple pauvre et dépendant en peuple prospère et indépendant.

La République Portugaise est un pays indépendant hostile à l'impérialisme et au social-impérialisme, qu'ils prennent une forme expansionniste et agressive, ou qu'ils prennent des formes de fausse amitié et de fausse coopération, qui ouvrent de la même manière la voie à la dépendance.

### ARTICLE 3 - ROLE DES MASSES POPULAIRES

La République Portugaise et tous ses organes assument la responsabilité de n'empêcher en rien la marche en avant des masses populaires dans sa lutte pour le pain, la paix, la terre, la liberté et l'indépendance nationale. L'ensemble des lois et institutions de la République Portugaise ne pourra pas, par conséquent, créer d'obstacles au développement de la lutte dont la classe ouvrière prend la tête, pour l'émancipation totale et complète des masses exploitées.

### ARTICLE 4 - POLITIQUE ANTI-IMPERIALISTE, ANTI-CAPITALISTE ET ANTI-LATIFONDAIRE

La République Portugaise a pour devoir patriotique l'abolition de tous les privilèges acquis par les impérialistes au Portugal; elle confisquera tous les biens et fortunes des capitalistes monopolaires, des grands capitalistes, en les mettant au service du peuple; elle engagera la transformation radicale des conditions de vie dans les campagnes, par la confiscation de toutes les fortunes des latifondiaires et grands agrariens, en les mettant au service du peuple des campagnes; elle défendra les biens de l'Etat et le patrimoine de toutes les associations et formes collectives de production qui visent à la défense de l'emploi et à l'élevation des conditions de vie de notre peuple; elle protégera

les intérêts économiques et les biens personnels des ouvriers et paysans et autres classes et couches exploitées et défavorisées.

#### ARTICLE 5 - LIBERTE DU PEUPLE

La République Portugaise garantit la totale liberté du peuple de s'organiser et de lutter pour écraser les forces fascistes, réactionnaires, impérialistes, monopolistes et latifondiaires. Par conséquent l'Etat reconnaîtra pouvoir délibératif, exécutif et de décision, aux organisations qui unissent les masses populaires sans restrictions ni limitations, et qui soient constituées démocratiquement par elles, comme les assemblées plénières d'usines, les assemblées plénières de travailleurs ruraux, les assemblées plénières de paysans, les assemblées plénières de casernes et de branches des forces armées, les assemblées plénières d'entreprises publiques et privées, les assemblées plénières d'habitants de quartier ou de localité, les assemblées plénières d'étudiants, les assemblées culturelles et sportives, les assemblées de contrôle, vigilance et auto-défense populaires. Ces assemblées sont proclamées représentantes légitimes de la volonté populaire, auxquelles tout le peuple a le droit et le devoir de participer; elles constituent des formes directes d'exercice de la démocratie, et il appartient qu'à ceux qui y participent de fixer leur règlement.

#### ARTICLE 6 - RELATIONS AVEC LES PEUPLES, NATIONS, PAYS ET ETATS

La République Portugaise entretient des relations d'amitié et de coopération mutuelle avec tous les peuples, nations, pays et Etats du Monde.

Dans ses relations extérieures, la République Portugaise respecte les principes suivants:

- Respect mutuel pour l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale;
- Non ingérence dans les affaires internes des autres Etats;
- Non agression mutuelle;
- Egalité dans les relations, établissement de relations dans le but de l'avantage réciproque;
- Coexistence pacifique entre Etats.

La République Portugaise n'aura pas de relations diplomatiques avec des Etats qui possèdent des colonies ni avec des Etats où se pratique l'apartheid.

#### ARTICLE 7 - POLITIQUE INTERNATIONALE ANTI-IMPERIALISTE

La République Portugaise s'oppose à toute espèce d'agression impérialiste ou de bloc militaire expansionniste en luttant pour une paix mondiale juste et durable.

La République Portugaise défend le principe de la destruction totale et complète des arsenaux atomiques, à réaliser sous le contrôle de tous les Etats, grands et petits, puissants ou faibles.

La République Portugaise se prononce contre la politique fautive et trompeuse de "congelation" des arsenaux atomiques et contre la politique qui remet aux deux superpuissances des décisions qui concernent toute l'Humanité.

La République Portugaise défend la transformation de l'Atlantique et de la Méditerranée en zones denucléarisées et de paix.

La République Portugaise regrette les organisations dites

de défense collective destinées à servir les intérêts particuliers des deux superpuissances et refuse la protection nucléaire de n'importe laquelle des grandes puissances, Etats Unis et URSS.

#### ARTICLE 8 - INTERDICTION DES TRAITES MILITAIRES IMPERIALISTES

La République Portugaise dénoncera tous les accords et alliances militaires célébrés pendant le régime fasciste.

La République Portugaise, en accord avec le principe, et avec ceux qui sont consignés dans les articles précédents, abandonnera l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et le Pacte Ibérique et ne signera aucun traité ou accord avec des puissances qui appartiennent aux deux grands blocs militaires, notamment avec le Pacte de Varsovie, et suivra de cette manière une véritable politique d'indépendance nationale, face aux superpuissances et aux impérialismes.

#### ARTICLE 9 - POLITIQUE DE PAIX

La République Portugaise renonce à la force et à la violence pour la résolution des différends internationaux, et ne recourra à elles qu'en cas de légitime défense.

La République Portugaise, se faisant l'interprète du peuple qui vient d'en finir avec une guerre coloniale assassine, agressive, et expansionniste, déclare solennellement qu'elle n'entreprendra aucune guerre de conquête, qu'elle n'utilisera pas ses forces contre la liberté d'un autre peuple ou d'une autre nation, et qu'elle ne s'alliera jamais plus à aucun Etat ou bloc impérialiste dans des actions visant à l'agression et l'oppression de peuples et nations.

#### ARTICLE 10 - POLITIQUE D'INDEPENDANCE NATIONALE

La République Portugaise, en accord avec les objectifs énoncés d'Indépendance Nationale, applique dans sa politique économique le principe de compter en priorité sur nos propres forces et secondairement sur les forces et aides de l'extérieur.

La République Portugaise soutient et s'intègre au front uni mondial contre la domination des superpuissances.

Pour développer l'économie nationale, la République Portugaise éliminera le contrôle et le pillage exercés sur ces ressources naturelles par les impérialistes et surtout par les superpuissances.

La République Portugaise établira des relations économiques et commerciales avec les pays du Tiers Monde sur des bases d'égalité et dans une ligne de solidarité et de coopération avec les pays en voie de développement.

#### ARTICLE 11 - DECENTRALISATION POLITICO-ADMINISTRATIVE

La République Portugaise appliquera le juste principe de décentralisation politique, administrative et financière, en tenant compte des aspirations de la population de chaque province ou région, de manière à réduire d'une manière progressive mais rapide, les différences entre la ville et la campagne, entre les grandes villes et les petites villes, entre le littoral et l'intérieur, entre la capitale et la province.

ARTICLE 12 - RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS RELIGIEUSES

Dans la République Portugaise il y a séparation totale entre l'Etat et l'Eglise et d'autres institutions religieuses.

Aucun privilège spécial ne sera accordé à aucune religion, église, ou institution religieuse.

ARTICLE 13 - SOLIDARITE MILITANTE AVEC LES EXILES POLITIQUES

La République Portugaise concède protection et droit d'asile aux étrangers persécutés en raison de leur lutte contre le fascisme et l'oppression et pour la libération et l'indépendance de leurs pays.

Dans la République Portugaise, les exilés politiques bénéficient de toute la solidarité militante du peuple portugais.

ARTICLE 14 - RECOURS A LA VIOLENCE

La présente Constitution interprétant les enseignements populaires recueillis dans la lutte contre le fascisme, déclare légal le droit du peuple à la rébellion et à la résistance, chaque fois que le Gouvernement ou les autres organes d'Etat ne procéderont pas selon les aspirations les plus profondes du peuple portugais, l'indépendance, la liberté, la paix et la prospérité.

ARTICLE 15 - REVOCATION DES LOIS ANTERIEURES AU 25 AVRIL 74

La présente Constitution révoque totalement la Constitution fasciste de 1933 et tous les lois, décrets-lois et règlements antérieurs au 25 Avril 1974 qui soient fascistes et anti-démocratiques.

Les organes d'administration et les tribunaux n'appliqueront les lois, décrets-lois et règlements antérieurs à l'entrée en vigueur de cette Constitution que quand ils ne seront pas révoqués.

DROITS ET DEVOIRS DES CITOYENS

ARTICLE 16 - EGALITE DES CITOYENS

Tous les citoyens, de plus de 18 ans, indépendamment de leur sexe, race, religion ou degré d'instruction, ont le droit d'élire et d'être élus.

Il n'est permis aucune espèce de distinction ou de discrimination fondée sur le sexe, la race, la religion ou le degré d'instruction, et seront punies toutes les actions qui visent à semer la haine et la discorde sur telles bases.

ARTICLE 17 - DROIT AU TRAVAIL

Les citoyens ont droit au travail et à l'éducation.

Les travailleurs ont le droit au repos et à l'assistance dans la vieillesse, le chômage et l'invalidité.

Les travailleurs ont le droit aux congés payés annuels.

L'Etat promouvra la création de centres de repos pour les travailleurs.

#### ARTICLE 18 - EGALITE DE LA FEMME

Les femmes ont les mêmes droits que les hommes dans tous les domaines de la vie privée, politique et sociale. Pour un travail égal, la femme a le droit au même salaire que l'homme et bénéficie des mêmes privilèges en matière d'assistance sociale. L'Etat protège spécialement la mère et l'enfant grâce à des congés pour la femme enceinte, avant et après l'accouchement, en créant des maternités et des institutions destinés au logement et à l'éducation des enfants.

#### ARTICLE 19 - FAMILLE

Le mariage et la famille sont sous la protection de l'Etat.

Le mariage légal ne peut être contracté que devant les organes compétents de l'Etat.

Après le mariage civil, les époux sont libres de célébrer le mariage religieux.

La loi reconnaîtra le droit à l'avortement comme moyen de défense de la famille.

Le droit au divorce est reconnu.

Les parents ont à l'égard des enfants nés hors du mariage les mêmes obligations et les mêmes droits que pour les enfants nés dans le mariage.

La distinction entre fils illégitimes et fils légitimes est abolie.

#### ARTICLE 20 - LIBERTES SOCIALES

Les citoyens jouissent de la liberté d'association, d'expression, de réunion, de rassemblement et de manifestation publique.

#### ARTICLE 21 - LIBERTE RELIGIEUSE

L'Etat reconnaîtra la liberté de religion, la liberté de propagande de la religion et la liberté de propagande de l'athéisme.

Les communautés religieuses sont libres de s'organiser et de pratiquer publiquement leurs croyances.

L'utilisation politique de la religion est absolument interdite, et sont interdites toutes les organisations politiques inspirées par des principes religieux ou fomentées par des églises.

#### ARTICLE 22 - DROITS INDIVIDUELS

A tous les citoyens sont garantis:

- l'inviolabilité de la personne, qui ne peut être soumise à aucun type de torture
- l'inviolabilité du domicile
- le secret de la correspondance

Personne ne peut être emprisonné sans qu'il y ait inculpation, sauf dans les cas de flagrant délit. Tout citoyen suspect d'avoir pratiqué un crime est réputé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité soit prouvée au cours d'un procès public où lui soient garanties toutes les possibilités de défense.

#### ARTICLE 23 - PERTE DES DROITS POLITIQUES

Seront privés de leurs droits politiques, notamment de ceux

prévus dans ce chapitre, tous les responsables de l'Etat fasciste les membres des organisations terroristes fascistes (Pide/DGS, Légion Portugaise et autres), tous les gens impliqués dans les coups et actions fascistes, dans des actions impérialistes, ainsi que tous les ennemis irréductibles du peuple.

## POLITIQUE INTERIEURE

### ARTICLE 24 - REPRESSION SUR LES REACTIONNAIRES

En application du principe du maximum de démocratie et de liberté pour le peuple et du maximum de répression pour les réactionnaires, dans la République Portugaise:

- a) sont interdits tous les partis et organisations fascistes;
- b) sont interdits les réunions, rassemblements et manifestations fascistes;
- c) est interdite la presse fasciste et l'utilisation par les fascistes des organes d'information;
- d) il ne sera permis aucune nouvelle police politique;
- e) la PSP et la GNR (forces de maintien de l'ordre -NDT) sont dissoutes, en tant que forces de répression du peuple.

### ARTICLE 25 - JUGEMENT DES FASCISTES

Le Gouvernement participera rapidement au jugement révolutionnaire, avec participation populaire, de tous les gens impliqués dans la dictature fasciste, en promulguant pour cela des lois spéciales, avec effet retro-actif, qui les incriminent en tant que membres d'organisations fascistes.

La République Portugaise reprivera severement toutes les activités fascistes et réactionnaires, de toutes celles qui s'opposent à la large démocratie des masses. Les fascistes, réactionnaires et ennemis du peuple seront jugés dans des tribunaux révolutionnaires populaires, selon la législation révolutionnaire qu'il conviendra de fixer.

### ARTICLE 26 - ORGANISATIONS POPULAIRES

La République Portugaise reconnaît au peuple le droit de se doter de toutes sortes d'organisations qui lui soient propres: parti, front, associations, commissions, organes de presse, etc... sans aucune limite. La presse populaire est protégée et exemptée d'impôts et de charges fiscales.

### ARTICLE 27 - MILICES POPULAIRES

La République Portugaise reconnaît au peuple, et au peuple seul, le droit de former des milices populaires armées d'autodéfense dans les usines, les entreprises, les campagnes, les quartiers et les localités, directement dépendantes des assemblées qui les créent et en étroite liaison avec les casernes, pour la défense de toutes les conquêtes populaires et la sauvegarde des intérêts des masses.

### ARTICLE 28 - CONTROLE DE LA CLASSE OUVRIERE ET PAYSANNE

Dans la République Portugaise la classe ouvrière et paysanne et

tous les travailleurs ont le droit d'exercer la vigilance et le contrôle dans leurs entreprises, usines, établissements et campagnes pour la défense de leurs intérêts de classe.

La vigilance et le contrôle seront faits à travers les assemblées d'usine, de la campagne, des entreprises qui créeront le type d'organisation, qu'elles jugeront convenables pour la défense de leurs intérêts, en particulier par l'élection démocratique des délégués qui pourront à tout moment être substitués.

#### ARTICLE 29 - DROIT DE GREVE

Dans la République Portugaise la grève est une arme économique et politique de la classe ouvrière et de tous les travailleurs. La grève ne sera pas réglementée; son utilisation est de la compétence exclusive des assemblées de travailleurs.

Dans la République Portugaise le lock-out est interdit.

#### ARTICLE 30 - ORGANISATION SYNDICALE

Dans la République Portugaise tous les travailleurs ont le droit de s'organiser librement dans des syndicats verticaux, de classe et démocratiques, unis dans une centrale syndicale unique.

L'Etat ne peut pas interférer dans les syndicats.

#### ARTICLE 31 - REFORME AGRAIRE

La Réforme Agraire dans la République Portugaise est régie par le principe " la terre à celui qui la travaille". L'Etat Portugais respecte et soutient toute initiative venue de ceux qui travaillent à la campagne, dans le sens d'une Réforme Agraire radicale. Ceux qui travaillent dans les champs ne sont pas soumis au paiement de loyers, rentes et metayages.

Les salariés ruraux et paysans pauvres ont le droit d'occuper entièrement les terres des latifondiaires et des grands agrariens, en expropriant sans aucune indemnisation, la terre, les machines, le bétail, etc...

Dans la République Portugaise les paysans pauvres auront la pleine liberté d'association en coopératives de production, de consommation ou de vente, en unions, organisations, etc... pour la défense de leurs intérêts. L'Etat protégera ces formes d'association.

#### ARTICLE 32 - DEVOIR DE L'ETAT ENVERS CEUX QUI TRAVAILLENT LES CHAMPS

La République Portugaise assure crédits et aides aux salariés et paysans pauvres pour la mise en culture et la productivité des terres occupées, ou de leurs propres terres, et ne préleve ni taxes ni impôts, ni amendes.

Dans la République Portugaise les salariés ruraux auront les mêmes droits et avantages que les ouvriers de l'industrie. Aux paysans pauvres sera garanti le droit à la sécurité sociale et à la retraite. Les petits propriétaires qui louent leur terre, vu leur âge, leur maladie ou leur incapacité à travailler ont droit à la retraite.

#### ARTICLE 33 - LIBERTE DANS LES CASERNES ET DANS LA FLOTTE

Dans la République Portugaise, les soldats, les marins et les officiers ont entière liberté de réunion, d'organisation et d'information.

La nouvelle discipline militaire sera établie sur la base des larges assemblées de casernes et de bâtiment. Les soldats, marins et officiers ont le droit d'exercer la vigilance et le contrôle à travers des assemblées de caserne et bâtiment sur tous les ordres qui pourraient mettre en péril les conquêtes des masses populaires ou tourner les soldats contre le peuple. Ces assemblées populaires décideront du destin de tous les officiers fascistes et réactionnaires.

.. ARTICLE 34 - FORCES ARMEES

Il est interdit de former une armée professionnelle. Le service militaire est obligatoire.

ARTICLE 35 - DROIT A L'ENSEIGNEMENT ET A LA CULTURE

L'Etat assure la gratuité de l'enseignement dans les écoles et autres établissements d'enseignement pendant la scolarité obligatoire.

L'Etat garantira la liberté du travail scientifique, artistique et intellectuel, en favorisant les sciences et les arts qui visent à développer la culture et le bien-être du peuple.

ARTICLE 36 - DROIT A LA SANTE ET A LA SECURITE SOCIALE

L'Etat s'occupe de la Santé Publique, en organisant et en contrôlant tous les services sanitaires, les hopitaux et sanatoriums, et garantira un service de santé qui couvre efficacement tout le territoire portugais, et en garantissant la gratuité des soins médicaux et hospitaliers.

L'exercice de la médecine s'orientera dans un sens preventif et social, dans la perspective de la disparition de la médecine privée. L'accès aux médicaments est gratuit et les laboratoires pharmaceutiques seront nationalisés.

ARTICLE 37 - DROIT A L'HABITATION

Dans la République Portugaise tout citoyen a droit à une maison décente, et l'Etat garantira donc la fin des bidonvilles, en expropriant les grands propriétaires urbains sans indemnisation, en distribuant les maisons au peuple, et en interdisant la sous-location. Une nouvelle loi de location assurera le principe que les loyers seront proportionnels aux revenus familiaux.

ARTICLE 38 - PROPRIETE PRIVEE

Le revenu, et la propriété privée sont soumis à des impôts progressifs, fixés selon les critères de la justice sociale.

POLITIQUE EXTERIEURE

ARTICLE 39 - DEFENSE DE L'INDEPENDANCE NATIONALE

La politique extérieure de la République Portugaise aura comme objectif de fortifier l'indépendance et la défendre l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale.

#### ARTICLE 40 - RELATIONS AVEC LES AUTRES ETATS

Dans ses rapports avec les autres Etats, la République Portugaise pratiquera une politique de coexistence pacifique, basée sur les points suivants:

- 1) Respect des droits fondamentaux de l'homme, pour les buts et les principes de la Charte des Nations Unis;
- 2) Respect de la souveraineté et l'intégrité territoriale de toutes les nations;
- 3) Reconnaissance de l'égalité entre toutes les races et toutes les nations, grandes ou petites;
- 4) Non ingérence dans les affaires internes;
- 5) Droit de chaque nation à se défendre seule ou en groupe, selon la Charte des Nations Unis;
- 6) Non utilisation des organisations de défense collective dans le but de servir les intérêts particuliers d'une grande puissance;
- 7) A) Non exercice de pressions d'un pays sur les autres;  
B) Non utilisation de l'acte ou de la menace d'agression ou de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un autre pays;
- 8) Solution de tous les conflits internationaux par des moyens pacifiques, comme la négociation, la conciliation, l'arbitrage ou la solution judiciaire, ainsi que par tous les autres moyens pacifiques choisies par les parties et conformes à la Charte des Nations Unis;
- 9) Promotion de l'intérêt et de la coopération mutuelles;
- 10) Respect de la justice et les obligations internationales.

#### ARTICLE 41 - REVISION DES TRAITES INTERNATIONAUX

La République Portugaise reexaminera tous les traités et accords culturels, économiques et de coopération célébrés par le régime fasciste, en les soumettant à un large débat et examen populaires, et il appartiendra au peuple de les dénoncer, les reviser ou les confirmer.

#### ARTICLE 42 - CELEBRATION DE NOUVEAUX TRAITES

Tous les accords et traités célébrés avec des Etats étrangers devront l'être obligatoirement à la lumière des principes énoncés plus haut.

Il est interdit de céder à des Etats étrangers ou à des organisations internationales des bases militaires sur le territoire portugais.

#### ARTICLE 43 - DEFENSE DES CITOYENS PORTUGAIS A L'ETRANGER

La République Portugaise s'engage à entreprendre tous les efforts diplomatiques auprès des gouvernements étrangers pour résoudre les problèmes soulevés par les assemblées de travailleurs émigrés.

La République Portugaise s'engage à demander le rapatriement des portugais arrêtés ou condamnés à l'étranger pour leur action en faveur de la démocratie et de la défense des droits du peuple travailleur.

ARTICLE 44 - INDEPENDANCE TOTALE ET ABSOLUE DES COLONIES

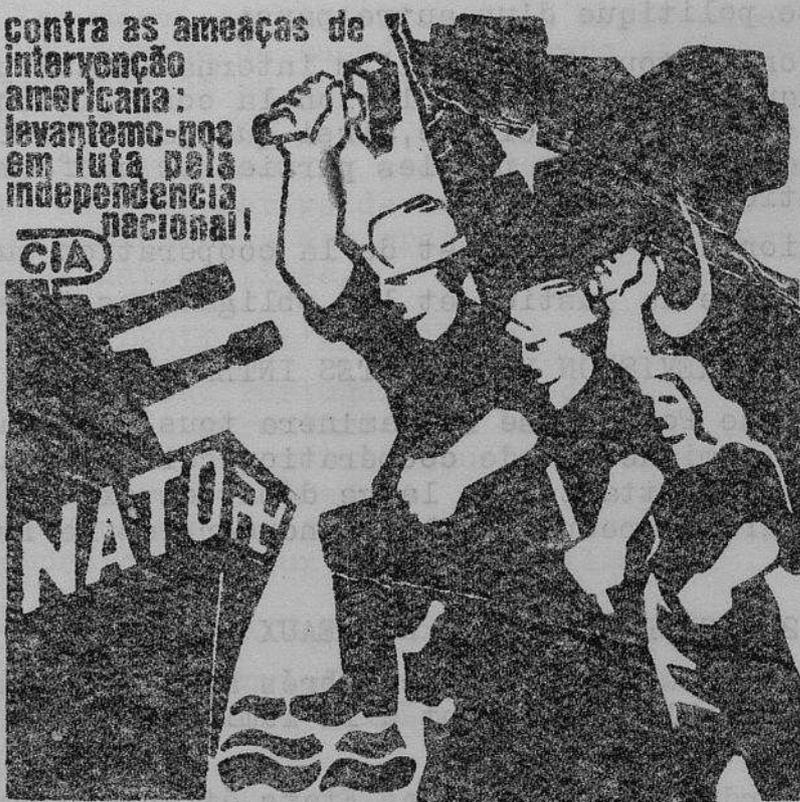
La République Portugaise reconnaît le droit à l'indépendance totale et absolue de tous les territoires encore sous l'administration coloniale portugaise, en se soumettant à la volonté des peuples en question, exprimée par leurs organisations de libération nationale.

La République Portugaise s'engage à respecter intégralement tous les accords avec les mouvements et à suivre une politique de non-ingérence de quelque manière que ce soit dans les affaires internes de ces peuples.

JUILLET 75

contra as ameaças de  
intervenção  
americana:  
levantemo-nos  
em luta pela  
independência  
nacional!

CIA



NATO

COM

PARQUE EDUARDO VII

DIA 28 4<sup>FA</sup> 19<sup>h</sup>

